N° 9 – Du 9 au 23 juillet 1977

3 F

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Supplement à l'Humanité Rouge N° 714



Nucléaire
LA COURSE AUX PROFITS



Les lecteurs ont la parole

Un lecteur marxiste-léniniste de l'Indre

nous a adressé une vigoureuse critique : *«Je tiens à vous faire connaître mon mécontentement qui va croissant : vous demandez la contribution des lecteurs puisque le journal doit être celui des masses, fait par elles. Or, je vous ai envoyé plusieurs articles que vous n'avez pas passés, malgré deux lettres de rappel».*

Critique d'autant plus juste que notre ami nous avait décrit la situation dans une ville où le nouveau maire, «socialiste», était entré en conflit avec ses employés et qu'il fallait très vite donner l'information si nous ne voulions par être dépassés par l'événement. De même aurions-nous dû fournir le renseignement demandé dans la même lettre si nous ne voulions pas décourager une jeune collégienne.

Ce type de critique est positif, car il nous permet d'avancer pour une correcte *utilisation du courrier*. Le développement régulier de la diffusion du bimensuel entraine l'augmentation aussi bien du volume de ce courrier que de la richesse de son contenu. Et nos articles s'en ressentent immédiatement : en preuve, ce jugement d'un groupe de travailleurs interrogés par

Un lecteur du Mans

: *«L'Humanité rouge est un journal qui parle des choses de la vie».*

Mais ceci nécessite également un travail plus rigoureux du Comité de rédaction. Bien sûr une des premières mesures a été d'augmenter la place consacrée à cette chronique. Mais ce n'est pas suffisant : notre souci doit être de lui donner un contenu politique plus riche, correspondant aux tâches historiques que Lénine fixait à un journal révolutionnaire. Il faut pour écrire un article des dizaines et des dizaines de contributions. Toutes sont utiles, nécessaires. Le choix, la sélection des passages publiés sont guidés par la conception léniniste du rôle de la presse.

Rien ne doit être négligé : la non-parution n'implique nullement un quelconque manque d'intérêt.

L'utilisation est souvent ultérieure, dans tel ou tel dossier, tel ou tel article qui se trouveront ainsi enrichis d'illustrations concrètes, appuyés sur des analyses plus fines de la réalité vécue, quotidienne de la lutte des classes. D'où l'importance aussi descritiques.

Un lecteur de Meurthe-et-Moselle

le comprend bien : *«J'ai bien lu l'accusé de réception de ma lettre dans le numéro 7. Je suis très content pour tous les camarades qui verront que le journal non*

(suite page 31)

A TOUS NOS LECTEURS

Pendant la période des congés, le bimensuel continuera de paraître régulièrement. Seule modification apportée, sa date de parution dans la semaine sera reculée pour des raisons de délais de fabrication compte tenu des départs en congés des travailleurs tant journalistes que maquettistes ou imprimeurs qui participent à sa réalisation.

Ainsi il sera disponible le jeudi soir pour les Parisiens et expédié en province le vendredi, ceci pour tous les numéros qui couvriront les mois de juillet et août. La date de parution habituelle reprendra à partir du mois de septembre.

Au cas où vous désireriez modifier le chiffre de vos commandes pour cette période, prévenez dès maintenant l'administration du journal.

Pour tous ceux qui seront dans l'impossibilité de recevoir le bimensuel dans les conditions habituelles en raison de leur départ en vacances et qui souhaiteraient le recevoir directement à leur adresse, envoyez dès maintenant les indications d'adresse et le nombre d'exemplaires, la période choisie et l'argent correspondant (3 F par No) à l'administration, précisez également si vous recevez déjà le quotidien en tant qu'abonnés.



Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

CGT-CFDT



Deux plates-formes syndicales au service d'une politique électoraliste . . . . (pages 8 et 9).

CUBA

Le vrai visage du régime de Castro qui envoie des mercenaires en Afrique . . . (pages 12 et 13).



NETTOYEURS DU METRO



Bilan d'une grève exemplaire menée durant un mois par nos frères immigrés. (pages 16 et 17).

L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris cedex 18
CCP : 30 226 72 La Source
Commission paritaire n° 57952

En couverture : la centrale nucléaire de Fessenheim

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Annie Brunel, Léon Cladel, André Colère, Jacques Duroc, Joel Fabien, Serge Laforge, Guy Le Breton, Philippe Leclerq, Evelyne Le Guen, Fernand Lenoir, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction* : Claude Liria. *Maquette et illustration* : Alexis Vert et Jean Luc Boyer. *Dessinateurs* : Silvestre et Lucha. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard. *Imprimerie La nouvelle*. Directrice de publication : Suzanne Marty.

Brejnev était le mal venu

Reparti comme il était arrivé, c'est-à-dire dans l'hostilité générale de l'opinion publique, Brejnev le nouveau tsar de toutes les russies n'a pas lieu de fêter une grande victoire.

Pour l'accueillir : mobilisation... des policiers

Même le parti révisionniste de Georges Marchais qui en octobre 1971 avait mobilisé ses forces pour acclamer Brejnev, a renoncé à renouveler la chose : c'est tellement difficile de s'élever contre *«les atteintes aux libertés en URSS»* tout en qualifiant ce pays de *«grand pays socialiste»*... !

Les travailleurs ne marchent plus. Un grand nombre de militants de base non plus. Marchais a donc jugé plus profitable de ne pas rencontrer Brejnev cette année.

Bien entendu, cela n'a pas empêché l Association France-URSS où le PCF joue un certain rôle, de sortir une affiche pour célébrer l'évènement.

En fait de mobilisation, Brejnev n'a donc eu droit qu'à celle de milliers de policiers français renforcés par 150 agents soviétiques en civil.

Bref, Brejnev n'était pas le bienvenu pour le peuple de France. Il est vrai que ce n'est pas l'amitié du peuple que Brejnev était venu chercher... en fait, Brejnev venait surtout pour obtenir trois choses de Giscard d'Estaing : une diminution des forces militaires de la France, l'abandon de la stratégie de «la bataille de l'avant», et la renonciation à la la participation effective de la France à l'Alliance atlantique.



Dans plusieurs villes de France des manifestations hostiles à Brejnev ont eu lieu. Sur notre photo, plusieurs centaines de manifestants à Grenoble.

Ce sont les mesures pratiques réclamées par Moscou derrière le leitmotiv : «renforcer la détente politique par la détente militaire». Sur ces trois points, il ne semble pas avoir obtenu satisfaction.

Complicité du gouvernement français

Par contre, le gouvernement des monopoles capitalistes s'est largement fait l'écho de la berceuse de «la détente».

C'est une concession de taille. Brejnev en avait besoin. Actuellement, l'esprit d'Helsinki bat de l'aile surtout après la récente offensive russe en Afrique et le renforcement de la dictature fasciste dans les pays dominés par le Kremlin.

Les négociations entre les deux superpuissances sur la limitation des armements stratégiques sont au point mort. On comprend mieux dès lors, pourquoi au cours des entretiens avec Giscard d'Estaing, Brejnev s'est arrêté sur la détente : s'interrompant au milieu de son long monologue, il a réclamé autoritairement que ses propos soient rapportés avec une parfaite exactitude.

Cela permet de mesurer la complicité honteuse du gouvernement bourgeois français qui joue le jeu de la «détente» et ment délibérément au peuple.

Les raisons de cette concession énorme ? Elles tiennent d'une part aux profits dont rêvent certains groupes monopolistes qui «travaillent» déjà avec la clique révisionniste soviétique, d'autre part, elles tiennent au profond mépris de la bourgeoisie pour les masses populaires.

Pour les capitalistes, les armes et la technique décident de tout.

ENERGIE NUCLEAIRE

La sécurité passe par la lutte

La lutte contre l'implantation de centrales nucléaires rencontre un écho de plus en plus large parmi les travailleurs des villes et des champs. Les manifestations, la mobilisation des paysans contre les expropriations l'ont montré tout au long de l'année.

Ces luttes de plus en plus résolues se heurtent, parfois durement, aux flics, aux gardes mobiles. Le pouvoir connait l'hostilité de la population pour les centrales nucléaires et sait qu'il ne pourra les imposer que par la force. Aussi, partout, la construction de centrales s'accompagne d'un renforcement de l'appareil répressif. Des chantiers entourés de grillages et de barbelés, des vigiles qui se relaient en permanence, des campements de gardes-mobiles, voilà le véritable visage du nucléaire «pacifique».

Si la bourgeoisie exerce de façon aussi visible sa dictature quand il s'agit de nucléaire, c'est pour une raison bien simple. Celui-ci constitue pour les grands monopoles qui détiennent l'appareil d'État à la fois une source d'immenses profits et une manière de faire face à la crise. En choisissant le «Tout nucléaire» en 1970, le pouvoir a opté pour un gigantesque programme : 200 centrales pour l'an 2 000. Il espère en outre, en vendant des centrales nucléaires, notamment aux pays du tiers monde, accroître notablement l'exportation de capitaux.

Le marché est tellement énorme que les différents trusts ont été amenés à coopérer au niveau européen. Et les États eux-mêmes estiment nécessaire d'y prendre part directement, à travers leurs sociétés nationalisées. Prenons l'exemple du surrégénérateur Superphénix ; le promoteur est la société NERSA où EDF a 51 % des parts, l'ENEL italien 31 % et la RWE allemande 16 %; la société chargée de le construire, NOVATON, associe Creusot-Loire , la CEA, et il en est question, Alsthom. Comme on le voit, monopoles «publics» et «privés» s'empressent autour du gâteau.

L'importance des profits explique sans doute le revirement des partis de «gauche». Après avoir parfois essayé de récupérer le mécontentement, les dirigeants PS comme ceux du PC ont été amenés à prendre position de plus en plus clairement sur le fond pour le programme nucléaire du gouvernement, allant ainsi à l'encontre de la volonté de leurs adhérents eux-mêmes.

Alléché par les énormes profits, le pouvoir met les bouchées doubles. Disposant à la Hague de la seule usine de retraitement en état de fonctionnement, dans le monde, il veut aussi construire le surrégénérateur le plus puissant du monde. Il n'hésite pas pour cela à passer directement d'un prototype de 250 MW à un projet de 1 300 MW qui se situerait en plein cœur de l'agglomération urbaine Lyon, Grenoble, Annecy, Chambéry. Cette soif de profit et cette précipitation font courir des risques sérieux. Le réchauffement de l'eau, la création de brouillards ont déjà des conséquences importantes sur la faune, la flore, l'agriculture. En outre, il y a le danger radio-actif qui se manifeste dans la centrale, mais aussi lors des transports du stockage et de l'évacuation des déchets. Or, tous les problèmes ne sont pas encore résolus ; on ne sait pas encore maîtriser avec certitude tous les risques.

Pourtant, il est possible d'obtenir de bonnes conditions de sécurité. L'énergie nucléaire ne présente pas de différences de nature avec les autres sources d'énergie. Il n'y a aucun motif, pour que les progrès scientifique et technique ne permettent d'en maîtriser les risques. La seule véritable raison qui y fait obstacle dans notre société c'est la recherche du profit maximum au détriment de la sécurité.

C'est pourquoi, il faut s'attacher à ce que la lutte de la population, des travailleurs des villes comme des petits paysans contre l'implantation de centrales nucléaires revête bien sa dimension anticapitaliste. Ils ont raison de mener cette lutte. Ils n'ont pas à faire les frais de la course au profit que se livrent les capitalistes.

Jean NESTOR



LENINE

LA REVOLUTION PROLETARIENNE ET LE RENEGAT KAUTSKY

LENINE contre les prédécesseurs de Marchais

En 1918, Lénine combat les théories que Marchais présente aujourd'hui comme des «nouveautés». Contre ceux qui se rangeaient dans le camp de la contre-révolution tout en se proclamant «marxistes», Lénine défend la nécessité de la révolution violente et de la dictature du prolétariat.

2,25 F – Dans les librairies «Les Herbes sauvages» – 70 rue de Belleville - Paris 20 e . «La Force du livre» 33 rue René Leynaud, Lyon 1er.

Ou par commande aux «Éditions du centenaire» 24, rue Philippe de Girard- Paris 10e.

LE PAPIVORE

de H. de Grandmaison (Ed. J. C. Lattes) 1976

«Le Papivore», un ouvrage à lire pendant les vacances. Distrayant et instructif, il permet de se faire une petite idée sur les us et abus des monopoles de la presse.

«JDJ est un agneau aux dents de loup. Une fois le gibier attrappé, il ne le lâche plus. Mais pendant des mois, il a observé sa proie, ses habitudes, ses faiblesses, avant de l'attaquer à coup sûr. Car le président ne croit pas au hasard ; et, derrière lui, la puissante machine de son groupe et ses lieutenants sont prêts à entrer en action: Les petits amateurs de la presse française ne résistent pas à l'organisation de la rue du Louvre.»

Tel est le portrait moral de JDJ, le papivore. Géant de la presse, président du plus grand groupe de presse il n'a de cesse d'étendre son empire. Dans cette loi de la jungle, JDJ se montre le plus insatiable.

Henri de Grandmaison, depeint dans ce livre le phénomène de la concentration monopoliste dans la presse. JDJ ressemble à s'y méprendre au Kaiser Hersant.

Ancien kollabo, JDJ plante ses griffes dans la presse, viole et contourne les lois, bafoue les principes issus de la résistance.

L'intérêt de ce livre, c'est qu'il démontre l'étroite interpénétration entre le capital monopoliste et l'État dans la France d'aujourd'hui.

Pour ses opérations, JDJ bénéficie du concours des préfets, ministres, renseignements généraux et tisse ainsi autour de ses proies, une toile d'araignée meurtrière.

Les victimes portent plainte ? Qu'importe, JDJ a de solides appuis et la justice du capital sait reconnaître les siens. JDJ a-t-il besoin de quelques milliards, pour s'emparer d'un journal ? Qu'à cela ne tienne, le gouvernement va lui ouvrir les coffres des banques, lui faciliter ses opérations. Mais bien sûr, c'est donnant-donnant : je t'avance l'argent, tu soutiens la majorité aux élections...

Mais l'auteur du papivore a encore ce mérite de mettre à jour l'inertie du syndicat CGT du livre :

«Le livre ? Oh ! ce sera comme d'habitude, de grandes déclarations, du remue-ménage, un peu de grève et puis, quand on leur aura garanti le bifteck, ils oublieront la solidarité avec les journalistes et ceux-ci seront seuls... quand le livre a voulu reprendre le travail et a commencé à montrer du doigt ces méchants rédacteurs, qui les empêchaient de gagner leur vie et qui, allaient par leur stupide entêtement, casser la baraque, tout s'est délité.»

UNION DE LA GAUCHE: *La barque prend l'eau...*

Mitterrand au congrès de Nantes du PS fixe une date limite à la réactualisation du Programme commun. Le PCF s'insurge contre ce diktat . Mitterrand qualifie les surenchères du PCF de démagogiques. Marchais répond en demandant si le PS compte appliquer son propre programme ou le Programme commun. C'est un nouvel épisode de la petite guerre des gangs à laquelle se livrent ces frères ennemis.



L'Union de la gauche donne donc une fois de plus l'image d'une coalition divisée.

L'enjeu

Les leaders des deux grands partis signataires de ce programme de gouvernement sont persuadés de parvenir au pouvoir lors de législatives, d'ici quelques mois.

Dès lors, c'est la course aux portefeuilles ministériels. Pour bien comprendre la dispute actuelle, il faut se souvenir des propos de Marchais interviewé à Antenne 2 il y a quelques semaines. Il y a trois formations signataires avait-il dit en substance, elle devront avoir chacune un tiers des ministres du futur gouvernement de gauche.

Ce à quoi le PS répondait : le nombre des ministres sera proportionnel au nombre de voix obtenues aux législatives. Defferre proposait même déjà Mitterrand comme premier ministre.

C'est que le congrès de Nantes du PS a confirmé un fait : le parti de Mitterrand est le premier parti de France par le nombre des suffrages recueillis aux élections. Mais il a moins d'adhérents que le parti de Marchais, qui avec 400 000 cartes se déclare le premier parti de France, lui aussi.

Le PCF veut donc jouer de cet avantage pour assurer son influence dans le futur gouvernement, face au PS. C'est ce qui explique l'importance accordée par Marchais au nombre des nationalisations, la démagogie faite autour de la «défense de la classe ouvrière», etc.

Multiples divisions

Mais les divisions ne sont pas qu'à ce niveau là.

Quoi qu'en aient dit certains commentaires, le congrès du PS n'a pas résolu la question des fractions rivales qui divisent ce parti. Chevènement l'a dit trois jours après Nantes : le CERES continuera d'exister, sa ligne ne change pas, au-delà des grands serments faits au congrès. Et à la même époque, Savary, membre de la majorité, quittait les instances supérieures du PS : une autre fraction prend le large.

Le PCF ironise beaucoup sur cette division en fractions que le parti social-démocrate affiche publiquement. Mais il est moins fier quand on parle de ses propres fractions. Par exemple, Jeannette Vermeersch continue de publier un journal : «Le Communiste», qui explique son désaccord avec la majorité regroupée autour de Marchais, et ce sur toutes les questions : Programme commun, Europe, URSS, force nucléaire, etc.

L'avenir

Les signataires du Programme commun sont engagés dans le même bateau, ils ne peuvent rien les uns sans les autres. Mais ce n'est pas un fier navire, croisant vers de vastes horizons ensoleillés... C'est une mauvaise barque qui prend l'eau de tous les côtés.

Philippe LECLERCQ

FLATE-FORMES CGT-CFDT

Les syndicats du gouvernement de «gauche»

Le mois de juin a vu successivement les partis de l'Union de la gauche se réunir pour «réactualiser» leur programme commun de gouvernement, la CFDT et la CGT sortir leurs plate-formes respectives en vue de l'éventuelle arrivée au pouvoir du Programme commun pour 1978.

Sans prétendre ici analyser l'ensemble de ces documents fort volumineux nous nous bornerons à en relever les mystifications et supercheries essentielles.

Dans la présentation de son programme (voir «le Peuple» No 1016) Krasucki, secrétaire de la CGT affirme : *«Le changement est à l'ordre du jour de la société française»*.(p. 3). L'effort principal de ces plates-formes consiste à accréditer l'idée que si le Programme commun parvient au pouvoir, .. situation se trouvera modifiée pour les travailleurs. Il n'y a là dedans aucun changement, sinon une confirmation d'une politique ancienne, les directions syndicales indiquent clairement que dans une telle éventualité, la priorité sera donnée à la négociation avec le gouvernement de «gauche». Krasucki pour la CGT n'y va pas par quatre chemins :

«Ce gouvernement aura ensuite et dans les meilleurs délais, à négocier des questions les concernant avec les organisations syndicales». (p. 5)

Ne pas lutter mais négocier

Il faut attendre plusieurs dizaines de pages dans «Le Peuple» pour voir apparaître le mot lutte ; cela est clair, avec la gauche au pouvoir les dirigeants CGT entendent bien mettre en sourdine et empêcher les grèves, manifestations ou autres formes de lutte de masse

Pour la CFDT il en va de même avec un peu plus de précautions dans son numéro spécial de «Syndicalisme hebdo» No 1657 ; ainsi page 10, dans l'introduction à la plate-forme le point No 5 s'intitule *«des objectifs accessibles par l'action et la négociation.»*

Quant à nous, nous ne sommes pas contre toute négociation. Nous pensons qu'elle doit se faire à chaud, sur la base d'un rapport de force favorable aux travailleurs.

La façon d'agir de certains dirigeants de la CFDT de Paris lors de la grève des nettoyeurs du métro a de quoi inquiéter pour l'avenir.

Alors que les dirigeants CGT avaient réussi à faire reprendre une partie des ouvriers de l'entreprise No 3, la direction CFDT se montrait réticente à la formation de piquets de grève. Tandis que les patrons de la RATP et les flics tentaient de faire nettoyer le métro, la direction CFDT s'opposait à des piquets dissuasifs. Le soutien à la lutte n'a pas été pris en main par la direction CFDT, il a été limité à quelques sections.

Dans ce cas, proposer la négociation à tout prix sans construire un rapport de force du côté des travailleurs, revient à trahir la grève des nettoyeurs. Les dirigeants CFDT ont adopté une attitude de négociation à tout prix avec la RATP (et le ministre des transports) alors qu'elle dit combattre ce même gouvernement. On peut se demander ce qu'elle ferait si la «gauche» qu'elle soutient, parvenait un jour au pouvoir !

Le programme commun, ce n'est pas le socialisme

N'étant pas stupides au point d'ignorer les interrogations et le scepticisme de la grande masse des travailleurs à l'égard du Programme commun même s'ils vont encore voter dans ce sens, les dirigeants syndicaux prennent les devants et proclament qu'il faut être réaliste, ne pas attendre des miracles et que ce ne sera pas le socialisme.

Le socialisme, c'est toujours pour demain avec eux. De toute façon, leur conception du socialisme n'a rien à voir avec le pouvoir de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat, puisque le terme même est rejeté par le PCF qui contrôle la CGT et que la CFDT s'y est toujours montrée hostile. On comprend bien leur crainte en ne prenant qu'un seul exemple limité à une question économique et sociale de grande importance, celui du chômage. L'instauration d'un véritable état de dictature du prolétariat, du socialisme doit se traduire par l'élimination la plus rapide et la plus concrète de ce fléau qu'est le chômage aussi ancien et persistant que le capitalisme lui-même.

Pour faire avaler la pilule des lendemains qui déchanteront aux travailleurs, les dirigeants syndicaux proposent alors ce qu'ils appellent des morceaux de pouvoir aux masses : le contrôle des conditions de travail par la mise en place de conseils d'atelier pour la CFDT, des organismes de gestion paritaires entre responsables syndicaux, patrons et gouvernement dans les entreprises nationalisées pour la CGT. Quels que soient les termes ou les propositions, ces plates-formes n'ont pour but que de faire croire que tout en n'ayant pas le pouvoir d'État, la direction en tout, les travailleurs pourront malgré tout partager quelques parcelles de pouvoir avec la bourgeoisie. Le chômage, les licenciements continueront. Comment peut-on parler de pouvoir des ouvriers ?

Des syndicats courroies de transmission de la bourgeoisie

Voici une autre mystification destinée à tromper les travailleurs.

Dans «Le Peuple» p. 4 Krasucki écrit :

«L'indépendance de l'organisation syndicale revêt une importance de principe considérable pour aujourd'hui et pour demain.» De deux choses l'une : ou bien le pouvoir est aux mains de la classe ouvrière, et les syndicats sont un des éléments de l'exercice de ce pouvoir, alliés et soutiens du gouvernement socialiste, ou bien c'est un gouvernement bourgeois et les syndicalistes sont une force de combat contre la bourgeoisie et son exploitation.

Mais de quelle «indépendance» s'agit-il quand les principaux dirigeants de la CGT et de la CFDT sont membres et parfois dirigeants au plus haut niveau, des partis de l'Union de la gauche qui formeraient le gouvernement ? C'est l'«indépendance» proclamée par la CFT ou FO à l'égard du RPR et du gouvernement.

Curieuse «indépendance» quand les dirigeants appellent à voter Mitterrand, il faut être logique et parler clairement : appeler à voter pour l'Union de la gauche, c'est, quelles que soient les réserves ou les critiques proclamées, soutenir activement et non de manière «indépendante» un projet de gouvernement dans le cadre du système capitaliste puisque par ailleurs on nous dit que ce ne sera pas le socialisme.

Si la «gauche» arrive au pouvoir le projet des directions syndicales c'est d'en être les piliers dans le mouvement ouvrier, dans les usines, de soutenir son programme qui n'a rien de socialiste selon leurs propres paroles.



Les syndicats du gouvernement révisionniste ont complété l'action des chars contre les ouvriers.

Lutter classe contre classe pour la révolution prolétarienne

Il y aurait encore beaucoup à dire et nous y reviendrons, mais pour conclure attirons l'attention de nos camarades et de tous les travailleurs sur une dernière mystification des plates-formes CGT et CFDT. Les dirigeants syndicaux calomnient souvent les révolutionnaires que nous sommes en nous traitant d'utopistes, et d'attendre le grand soir sans rien proposer de concret, d'immédiat pour aujourd'hui même, alors que les conditions du renversement du capitalisme par le peuple en armes ne sont pas encore réunies.

Ces calomnies ne sont pas sans influence sur beaucoup d'ouvriers et de travailleurs honnêtes que nous n'assimilons nullement à ces traitres à la révolution ! Mais regardons de plus près : au nom du «réalisme», de la transformation progressive et pacifique de la société, les plates-formes CGT et CFDT repoussent toujours aux calendes grecques le socialisme véritable, celui auquel aspire les travailleurs. Quant aux impératifs immédiats telle que la lutte résolue contre le chômage et les licenciements, ils les trahissent en prétextant que c'est seulement avec un gouvernement de «gauche» qu'on pourra commencer à y porter remède et pas définitivement.

Qui n'a pas entendu ou lu qu'il fallait arrêter la lutte contre les licenciements pour ne pas mettre en danger l'entreprise, et parce que 50 licenciements valent mieux que 200 ?

Qui n'a pas entendu les révisionnistes saboter des actions résolues sous prétexte que c'est seulement avec un gouvernement de gauche que cela irait mieux.

Quant à nous, nous agissons dès aujourd'hui, conformément à l'aspiration profonde des larges masses, pour la lutte sans concession contre les conséquences de la crise, contre tout licenciement tout en expliquant qu'effectivement seule la révolution prolétarienne permettra de satisfaire toutes les aspirations des travailleurs, et que tant que la capitalisme dure on ne peut que combattre encore et toujours pour accumuler des forces qui permettent de livrer l'assaut décisif au moment opportun pour conquérir le pouvoir.

Pour nous, l'objectif de la révolution prolétarienne va de pair avec une lutte acharnée, de masse, classe contre classe, pour la défense de nos revendications immédiates. Pour les révisionnistes et les réformistes, l'abandon de la révolution et des objectifs socialistes va de pair avec un recul incessant sur toutes les renvendications immédiates et la lutte des masses pour les imposer.

Guy LEBRETON

LE PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DES USA EST NE

Victoire de la classe ouvrière américaine

Les 4 et 5 juin derniers, s'est déroulé à Chicago le Congrès constitutif du PC (ml)US. Plus d'une dizaine d'organisations dont la «Ligue Octobre (ml)» y participaient sous l'égide du Comité d'organisation pour le PC(ml).

Toutes ces organisations ont prononcé leur dissolution et la création simultanée du parti. La naissance d'un parti marxiste-léniniste au cœur d'une superpuissance est d'une importance considérable. Désormais, le prolétariat et les masses opprimées américaines retrouvent avec le parti, leur guide, une unité et une organisation nécessaires pour l'aboutissement de leurs luttes.

Au cœur des luttes

Les marxistes-léninistes américains ont toujours défendu ardemment toutes les luttes de la classe ouvrière et celle des minorités nationales. La composition des délégués du Congrès montre ce lien solide et réel entre le jeune parti et les masses.

Ce furent les marxistes-léninistes qui défendirent Gary Tyler, jeune militant afro-américain, faussement accusé du meurtre d'un jeune blanc et condamné à passer le reste de ses jours en prison.. Gary Tyler a envoyé un message de félicitation au congrès. Des prisonniers politiques en firent autant, comme Rafael Cancel Miranda (l'un des cinq prisonniers politiques portoricains jetés en prison au début des années 50).

Le congrès a procédé à l'election de son organe dirigeant, a discuté et approuvé les rapports politiques présentés par le comité d'organisation du parti, adopté un programme et les statuts du parti.

Une juste analyse de la situation

Concernant la situation internationale, on peut lire dans le rapport politique : *«la crise actuelle va en se développant dans les conditions d'une rivalité inter-impérialiste chaque jour plus acharnée, rivalité qui met notamment aux prises les deux superpuissances pour le partage des marchés et des sphères d'influence» (...) «L'Union soviétique est devenue la plus dangereuse des deux superpuissances et le foyer principal d'une nouvelle guerre mondiale.»*

En ce qui concerne la situation intérieure, le rapport politique indique : *«Dans l'actuelle phase de la crise commencée en 1974, on a assisté à un certain relèvement de la production, mais celui-ci est temporraire et partiel».* A présent, *«le chômage massif s'accompagne d'une grave inflation». «La prise de conscience grandit rapidement chez un nombre important d'ouvriers. Les conditions qui se détériorent, notamment les dangers de guerre qui ne cessent de croître pousseront les militants actifs dans les rangs ouvriers à suivre une direction révolutionnaire».*



Harry Hawood symbolise la continuité entre les vétérans révolutionnaires du vieux Parti communiste d'avant-guerre, et les jeunes forces marxistes-léninistes du nouveau parti communiste.

Combattre inlassablement le révisionnisme

Devant le Congrès, la question du révisionnisme fut largement abordée et discutée. A ce sujet, le camarade Klonsky, président du Parti, a déclaré : «Nous devons prendre la lutte contre le révisionnisme au sérieux et l'appliquer à tous les aspects de notre travail. Le révisionnisme, c'est l'ennemi numéro un dans nos rangs».

La lutte de ligne dans le Parti *«durera tant que durera la société de classes et même pendant une longue période après la révolution socialiste».*

Message chaleureux du PCMLF

Comme on le voit, il existe une très grande unité de vue entre les communistes marxistes-léninistes américains et ceux de France et des liens fraternels se sont établis entre eux depuis plusieurs années déjà.

A l'occasion du Congrès, nous avons appris que le Comité central du parti communiste marxiste-léniniste de France avait envoyé un message dont voici la fin :

«Une lourde tâche vous attend, mais combien glorieuse ! Celle de guider le prolétariat américain vers sa libération, sur le chemin du pouvoir ouvrier, la dictature du prolétariat (...)

»Recevez aujourd'hui, camarades, nos souhaits de réussite les plus vifs dans les travaux de votre congrès constitutif, et transmettez nos salutation internationalistes au prolétariat, aux masses exploitées américaines et à tous les révolutionnaires américains.»

«Vive le PC(ml)US !

«Vive les marxistes-léninistes et la pensée maotsétoung !

«Vive l'internationalisme prolétarien !

«Vive la révolution mondiale !

Évelyne LE GUEN

Programme commun à l'italienne

Il y avait déjà un certain temps que le gouvernement démocrate-chrétien, avec le soutien du PCI préparait toute une série de mesures visant à «renforcer l'ordre public». Il s'agit en fait, de renforcer dans la période de crise profonde que traverse aujourd'hui le capitalisme italien, les moyens pour l'État bourgeois de réprimer les luttes révolutionnaires.

Mais aujourd'hui, le simple soutien du parti révisionniste de Berlinguer à la démocratie-chrétienne et au gouvernement Andreotti est devenu une chose dépassée.

Encore plus loin dans la trahison

Face à la montée des luttes, face à la crise du capitalisme c'est une véritable «Union sacrée» de *l'ensemble* des partis de la bourgeoisie qui est en train de se réaliser en Italie.

Les négociations engagées depuis le mois de mars par les six partis de l'«arc constitutionnel» (La démocratie-chrétienne, le PCI, les partis socialiste, libéral, républicain et social-démocrate) sont sur le point de déboucher sur un accord touchant tous les domaines importants de la politique italienne actuelle. Véritable «Programme commun» de toute la bourgeoisie italienne, cet accord, qui est directement tourné contre les luttes populaires, concerne quatre domaines principaux : l'économie, l'ordre public, les universités et les administrations locales.

Des mesures fascistes

Il est significatif que le domaine qui ait posé le moins de problèmes soit le «maintien de l'ordre public». Sur ce point, tous ces partis sont tombés d'accord, des démocrates-chrétiens aux révisionnistes pour prendre une nouvelle série de mesures de type fascisant.

Dans le domaine économique, les dissensions concernent essentiellement la «réduction du coût du travail» (comprenez la baisse des salaires.) L'accord devrait intervenir dans les jours qui viennent sur ce point comme sur celui de la «reprise en main» de l'Université. (On se souvient qu'un des mots d'ordre du mouvement étudiant du printemps était «Ni Andreotti, ni Berlinguer»)



Programme commun sauce «française» ou sauce «italienne», c'est toujours un programme bourgeois.

Les dernières difficultés concernent les administrations locales et la création d'un syndicat de la police.

Le PCI : rapace

En effet, en échange du soutien qu'il apporte au gouvernement, le PCI marchande pour étendre son empire sur l'appareil d'État. Minoritaire au niveau de la représentation nationale, le PCI est très bien placé, en revanche, dans les administrations locales, mairies, régions. Il y a donc fort à parier que c'est une augmentation des pouvoirs de ces administrations que le PCI demande.

Pour ce qui est du syndicat de la police, le débat est encore plus clair. Il s'agit de savoir de quelle centrale il dépendra, donc quel parti de la DC ou du PCI, le contrôlera. Et le PCI ne cédera certainement pas sur ce point.

Ils tremblent tous devant les masses !

Cette unité de la bourgeoisie, de même que toutes ces mesures de caractère exceptionnel n'ont en fait qu'une raison d'être : chercher à contrer le puissant mouvement de masse qui s'élève aujourd'hui en Italie contre l'austérité et les répercussions de la crise. En tentant cette manœuvre désespérée, la bourgeoisie de droite comme de gauche, ne fait que se découvrir un peu plus. Aujourd'hui plus que jamais, le peuple italien peut voir ses ennemis.

En un an, l'organisation de jeunes des révisionnistes a perdu 15 % de son effectif. En trois ans, le pourcentage d'ouvriers dans le PCI a chuté de 33 % à 24,9 %.

Fernand LENOIR

«SUSPECT D'ETRE EN TRAIN DE PREPARER UN DELIT»

Prenant pour prétexte la fameuse «stratégie de la tension» qu'ils entretiennent eux-mêmes au moyen des flics et des provocateurs, les partis de l'«axe constitutionnel» viennent d'approuver une série de mesures accentuant encore la répression. Parmi celles-ci, on peut relever :

– confirmation du droit pour les flics à utliser leurs armes *à chaque fois qu'ils se croient* en état de légitime défense.

– arrestation préventive de toute personne *suspecte d'être en train de préparer un délit.* Ces suspects pourront être détenus 48 h pendant lesquelles la police les interrogera elle-même en l'absence d'un avocat.

– plus grande facilité pour perquisitionner dans ce que le document appelle «les nids de la subversion», c'est-à-dire les locaux d'organisations révolutionnaires.

– législation des écoutes téléphoniques qui seront désormais non seulement autorisées mais même «conseillées» à la police pour prévenir des délits

– mise en chantier de prisons spéciales pour «terroristes» dans lesquelles seront concentrés les «subversifs», les politiques, ainsi que tous les détenus jugés dangereux pour l'ordre bourgeois.

CUBA
Le mythe et la réalité

Récemment, l'hebdomadaire «Afrique-Asie», publiait une interview d'un chef d'Etat affirmant notamment : *«Pendant très longtemps, je pensais que la direction chinoise commettait de grandes erreurs (...)*

«Aujourd'hui, je suis absolument convaincu qu'il ne s'agit pas d'erreur, mais d'une politique consciente de trahison à l'égard de l'internationalisme. Une politique d'alliance avec l'impérialisme. Il n'y a pas un seul aspect de la situation internationale, où la politique des dirigeants Chinois ne coincide avec celle de l'impérialisme (...)

(...) «Ou bien Mao était absolument sénile dans la phase finale de sa vie, ou il n'était pas le génie, le dieu de la révolution qu'ils essayent de présenter...»

Qui est le personnage qui parle ainsi dans des termes aussi provocateurs et mensongers de la Chine socialiste et de son grand dirigeant, le président Mao Tsé-toung ?

Il s'agit de l'interview que Fidel Castro a accordée à Simon Malley, directeur de la revue «Afrique-Asie», revue bien connue pour son alignement total et inconditionnel sur la politique des nouveaux tsars du Kremlin.

Pour le compte de l'URSS impérialiste

En effet, si Castro dans cette interview déclare que la politique de la Chine est une politique de trahison et d'alliance avec l'impérialisme, il déclare dans une autre interview accordée à «Der Spiegel», revue allemande à grand tirage :

«Nous allons partout où c'est nécessaire, partout où on a besoin de nous... pour libérer des pays sous-développés.

«En Angola, nous sommes pour la première fois intervenus militairement. (...) On a dit qu'il y avait 12 000 soldats et conseillers cubains. A un certain moment, c'est vrai qu'il y en a eu plus de douze mille.»

«Nous avons envoyé du personnel diplomatique en Ethiopie. Tous nos gens sont accrédités comme personnel diplomatique. Ce sont des conseillers diplomatiques qui ont beaucoup d'expérience dans les questions de la révolution, et qui disposent aussi d'une expérience militaire.»

Ainsi, Castro reconnait donc qu'il envoie ses troupes et ses «diplomates musclés» un peu partout dans les pays du tiers monde. Mais ce qu'il ne dit pas, et pour cause, c'est qu'il le fait sur ordre de ses patrons soviétiques et qu'il agit pour leurs intérêts de superpuissance. C'est bien ce que les camarades chinois n'ont cessé de dénoncer depuis le début de la guerre civile en Angola et c'est pour cela que Castro leur en veut tant.

Jouer sur le prestige

Mais pourquoi Cuba et pas des «conseillers spéciaux» d'Allemagne de l'Est ou de Tchécoslovaquie par exemple ?

Les dirigeants soviétiques ont misé sur le prestige indiscutable de la révolution cubaine aux yeux des peuples du tiers monde et ont ainsi imaginé qu'une intervention cubaine serait mieux acceptée qu'une intervention de troupes soviétiques ou d'Europe de l'Est.

C'est ainsi que les soldats cubains servent de véritables mercenaires pour le compte des soviétiques et n'ont plus rien à voir avec les combattants révolutionnaires anti-impérialistes qu'ils étaient en 1959.

Mais comment la révolution cubaine a-t-elle pu en arriver là ?

DE 1959 A NOS JOURS

1959 : Renversement du gouvernement de Batista par les révolutionnaires.
1959 : Tournée de Castro aux USA : «J'ai clairement et définitivement déclaré que nous ne sommes pas communistes.»
1961 : Blocus américain. La baie des Cochons.
1er mai 1961 : Castro : «Je suis et j'ai toujours été marxiste-léniniste».
1962 : La crise des missiles.
1963 : Accord économique avec l'URSS.
1964 : Conférence des partis révisionnistes latino-américains à la Havanne.
1965 : Fondation du parti «communiste» cubain.
1966 : Conférence tricontinentale : accusations calomnieuses contre la Chine.
1967-68 : Foyer des guerrilleros guevaristes en Amérique latine, d'orientation spontanéiste, rapidement écrasés par les forces réactionnaires sur dénonciation des révisionnistes.
1968 : Castro approuve l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS.
1971 : Visite de Kossyguine à la Havane.
1974 : Castro à Moscou.
1974 : Brejnev à Cuba.
1975 et 77 : Interventions cubaines en Afrique sous les ordres du social-impérialisme.

Il est indispensable aujourd'hui d'analyser les grandes étapes du processus révolutionnaire cubain et les choix économiques et politiques fondamentaux qui ont transformé objectivement Cuba en une colonie du social-impérialisme.

Castro en 1959 : «Nous ne sommes pas communistes»

Lorsque Castro et les révolutionnaires cubains rentrent à La Havane, en 1959, soutenus par l'écrasante majorité du peuple, les orientations politiques de la nouvelle direction cubaine sont loin d'être claires et définies.

Le fait de qualifier la révolution cubaine de communiste *«était contraire aux intérêts de la patrie»* et équivalait à *«un appel à l'étranger, contre la patrie».*

En effet, ce sont principalement les forces petites-bourgeoises révolutionnaires soutenues par les paysans et les ouvriers qui furent à la tête du renversement du régime de Batista et cette révolution qui n'était pas dirigée par le parti d'avant-garde du prolétariat, était principalement à caractère anti-impérialiste.

Mais rapidement, la nationalisation de trusts sucriers et agricoles américains amènera le gouvernement US à lancer le blocus économique contre Cuba, quelques mois avant l'aventure militaire de la «Baie des Cochons». Cuba se tournera alors vers l'URSS et la Chine populaire pour demander aide et assistance, principalement pour l'écoulement de sa production sucrière.

Pressions soviétiques

Mais ce qui n'apparaissait au début que comme une aide «désintéressée» de la part de l'URSS se révèlera rapidement être une politique de chantage économique de type néocolonial alors que l'aide de la Chine était totalement désintéressée.



Manifestation contre l'agression soviéto-cubaine en Angola.

Les premiers projets cubains étaient orientés vers la construction d'une économie indépendante et des bases d'une réelle industrie sur l'île. Mais Krouchtchev n'accepta d'aider Cuba qu'à la condition expresse que cette dernière renforce sa production sucrière et abandonne tout projet de diversification de son agriculture. En contrepartie de la vente de sucre à l'URSS, Cuba devait acheter des machines et des produits manufacturés aux soviétiques, à des taux de 7 à 53 % plus élevés que ceux du marché mondial.

Les soviétiques remplaçaient ainsi les Américains, dans leur domination économique de l'île.

Rapidement, Krouchtchev voit tout l'intérêt qu'il peut receuillir du prestige de la révolution cubaine en Amérique latine.

Cuba et ses dirigeants organisent alors une conférence des partis révisionnistes d'Amérique latine tout en excluant les véritables révolutionnaires et marxistes-léninistes qui avaient déjà repris le drapeau de la révolution sur le continent comme le Parti communiste du Brésil avec le camarade Pedro Pomar à sa tête ou le Parti communiste de Bolivie et son dirigeant Oscar Zamora.

Il faut signaler que quelque temps auparavant, Castro s'était autoproclamé *«marxiste-léniniste»* (1961), qu'il l'avait toujours été... mais que s'il s'était présenté comme tel, alors qu'il était dans les maquis de la Sierra Maestra, il n'aurait jamais pu arriver jusque dans la plaine... position pour le moins étrangement opportuniste.

Tête de pont du révisionnisme

De plus en plus d'ailleurs, les positions cubaines s'alignent sur celles des dirigeants du Kremlin.

A la Conférence des pays non-alignés, tenue à Alger en 1973, Castro se lève et attaque le Prince Sianouk qui avait dénoncé l'URSS comme complice de l'impérialisme américain dans l'agression contre son pays.

Peu de temps après, une nouvelle conférence des partis révisionnistes d'Amérique latine se tient à l'initiative de Cuba et vote une résolution attaquant la République populaire de Chine.

A partir de ce moment, l'alignement du régime castriste sur le Kremlin devient total et public. Cuba est devenue un pion essentiel dans la stratégie agressive de l'Union soviétique vis à vis de son rival américain. Les dettes de Cuba vis à vis de l'URSS s'élèvent aujourd'hui à plus de 5 milliards de dollars et elle vient de rentrer dans le COMECON.

Enfin, l'intervention militaire cubaine dans le territoire africain (qui prétend faussement s'identifier à l'aide castriste apportée à certains maquis latino-américains dans les années 60) est l'aboutissement logique de la politique de plus en plus opportuniste des dirigeants cubains vis à vis du social-impérialisme : ils sont devenus les fidèles serviteurs et mercenaires des nouveax tsars.

Quant à nous, nous avons la ferme conviction que le peuple cubain riche de glorieuses traditions révolutionnaires représentées par des figures patriotes telles que José Marti, et riche surtout d'un implacable esprit anti-impérialiste et antihégémonique, saura refouler les sociaux-impérialistes de son pays et instaurer un véritable régime socialiste à Cuba.

Michel BATAILLE

APRES L'INDEPENDANCE DE DJIBOUTI

La situation dans la corne de l'Afrique

Ce que l'on appelle la corne de l'Afrique, c'est la partie située le plus à l'Est de l'Afrique et qui comprend la Somalie, l'Éthiopie et Djibouti.

A l'occasion de l'Indépendance de Djibouti, il est intéressant de se pencher sur la situation de cette partie particulièrement stratégique du monde.

Parmi les régions stratégiques qui jouent un rôle décisif dans l'équilibre des forces mondiales, avec le canal de Panama et la pointe de l'Afrique occupe une des toutes premières places.

Un enjeu de taille

C'est en effet elle qui commande avec le détroit de Bab-el-Mander le passage du golfe d'Aden à la mer Rouge. C'est pas cette voie que s'effectuent toutes les liaisons maritimes entre l'océan Indien et la Méditerrannée par le biais du canal de Suez. C'est notamment par là que transite la plus grosse partie du pétrole qui alimente l'Europe. Cette région fut toujours un enjeu privilégié des luttes inter-impérialistes, entre les Français et les Anglais d'abord, puis entre les Anglais et les Italiens, avant la seconde guerre mondiale.

Après la guerre, c'est l'impérialisme américain qui s'installe en force dans la région. Ses bases militaires à Asmara et à Massawa, dans le nord de l'Érythrée sont les plus importantes d'Afrique. C'est d'ailleurs à cette époque que l'Érythrée, nation jusque là colonisée par les Italiens, est donnée en mandat à l'Éthiopie par l'ONU, organisme principalement contrôlé par les Américains. Elle sera par la suite purement et simplement annexée par Hailé Sélassié.

Le social-impérialisme veut «sa place au soleil»

Aujourd'hui, la situation a largement évolué. La révolution éthiopienne a chassé les Américains de leurs bases mais l'Union soviétique à force d'intrigues et de chantage a réussi à s'imposer dans la région comme impérialisme dominant.

Pour ce faire, et conformément à la tactique habituelle de l'impérialisme, elle a utilisé les contradictions existant dans la région entre les divers États et les divers peuples.

Le problème érythréen est une bonne illustration de cette tactique. Après la révolution qui renversa, en Éthiopie, Hailé Sélassié en 1974, la perspective d'un règlement pacifique du problème sembla se dessiner.

On voit alors Moscou équiper militairement, de manière directe ou indirecte, certains mouvements érythréens et attiser les contradictions existantes.

Ceci aboutit à une reprise de la guerre, à la mise en difficulté du gouvernement éthiopien.

C'est alors qu'arriva le commis-voyageur du social-impérialisme, Castro, qui vint proposer ses bons services et ceux de son maître à un gouvernement dont la capacité de résistance à l'impérialisme avait été singulièrement affaiblie par les manœuvres mêmes des soviétiques et de leurs agents au sein du gouvernement éthiopien.

C'est à la suite de manœuvres du même type que l'URSS avait auparavant réussi à implanter des bases militaires en Somalie, à Berbera, et au Yemen, au cœur même du détroit de Bab-el-Mander.

Mais les peuples veulent leur indépendance

Depuis quelques temps, cependant, on assiste à un nouveau phénomène.

Alors que Moscou, pour mieux étendre encore sa domination, dans la région, demande une internationalisation de la mer Rouge, voulant ainsi priver les États riverains de leurs justes droits, une tendance très nette se développe chez ceux-ci pour résister à toutes pressions. C'est ainsi que le Soudan, la Somalie et les deux Yemen se sont prononcés, lors d'une conférence des États riverains de la mer Rouge tenue à Taez au mois de mars dernier, pour la transformation de la mer Rouge en lac de paix et pour le départ des flottes des grandes puissances.

Fernand LENOIR

Le monde en marche

URSS

Il semble bien que l'URSS se livre actuellement à des activités militaires, à l'intérieur même de la zone arctique sous souveraineté canadienne.

Environ 160 soviétiques hommes et femmes, procèdent à toutes sortes d'analyses sur une île de glace à la dérive entre le pôle Nord et les territoires du grand Nord canadien.

Sur la base camouflée en centre de recherches scientifiques, flotte le drapeau soviétique.

L'aviation canadienne effectuant un vol de reconnaissance au-dessus de l'îlot a identifié très nettement deux camps différents, l'un civil, l'autre militaire, comprenant un dépôt de matériel, trois hélicoptères lourds et sept avions monomoteurs de liaison. A proximité, d'énormes puits creusés dans la glace, ressemblent étrangement à des silos à missiles. Il semble bien que cette base clandestine puis se servir de réseau de guidage et de conduite des opérations pour sous-marins en mission polaire.

Détail révélateur, sur les ambitions secrètes de Moscou : le cachet de la poste polaire soviétique représente un ours blanc juché sur la calotte glaciaire et étendant une large patte en plein territoire canadien!

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

Une résolution présentée par le Nigeria invitant les États membres de l'OUA à aider les pays de «première ligne» chaque fois qu'ils seront attaqués a été adoptée par le Conseil des ministres de l'OUA à Libreville.

Cette résolution «condamne énergiquement la guerre ouverte d'agression perpétuée contre le Mozambique par le régime rebelle de Rhodésie» ainsi que la "collusion" de l'Afrique du Sud avec ce régime.

Elle lance un appel pour un «engagement total de l'OUA» et pour l'intervention du Conseil de sécurité dans le but de mettre un terme une fois pour toutes aux «agressions et au régime de Ian Smith», demande à tous les pays des Nations unies d'apporter une aide au Mozambique.

Enfin, M. Peter Onu, porte-parole de l'OUA a rappelé que les États africains «ne se faisaient plus d'illusions» sur les chances de réussites d'une solution négociée en Afrique australe et que seule la lutte armée peut régler cette solution.

GRANDE BRETAGNE

Un soldat britannique qui avait violé en octobre dernier une jeune barmaid, a été condamnée à trois ans de prison ferme. En appel, il a vu sa peine commuée en six mois avec sursis.

Au cours du procès, le juge Wien a tenu des propos scandaleux. Il a expliqué sa décision en affirmant ne pas avoir voulu détruire «la carrière prometteuse (!) du jeune soldat et estime que la jeune victime «aurait mieux fait de ne pas résister.»

Ces propos méprisants et injurieux pour toutes les femmes sont à l'image des législations réactionnaires de la plupart des pays européens sur le viol qui transforment les victimes en coupables.

De nombreuses manifestations de femmes britanniques ont protesté contre ce verdict odieux.

SUEDE

Le Parti communiste de Suède vient de fêter le 10e anniversaire de sa fondation. Au cours d'un rassemblement tenu à Stockholm, Roland Pettersson a rappelé les progrès accomplis au cours des 60 années qui ont suivi la première fondation du parti communiste de Suède, en 1917 et la lutte pour sa refonte qui se concrétisa en 1967. Il a rappelé que la rupture des marxistes-léninistes suédois avec les révisionnistes, intervenue à cette date, était liée à la défense de la nécessité de la dictature du prolétariat. Il a également redéfini les tâches du parti prolétarien : participer à la lutte et la diriger, maintenir son indépendance et garder l'initiative sur les plans idéologique, politique, et organisationnel, lier la lutte pour les intérêts à long terme à la lutte pour les intérêts immédiats et éduquer les masses dans l'esprit révolutionnaire du marxisme-léninisme.

CHINE

Une délégation militaire du mouvement palestinien El Fath est actuellement en visite à Pékin à l'invitation du gouvernement chinois qui lui a réservé un chaleureux accueil.

Abou Jihad, membre du Comité central du Fath responsable de la délégation a eu des entretiens amicaux avec les plus hauts dirigeants chinois, et en particulier le président Houa Kouo-feng, le vice-premier ministre Li Hsien-nien et le ministre des Affaires étrangères Huang Hua.

Le porte-parole du bureau de l'OLP à Pékin s'est félicité de la grande compréhension manifestée par les dirigeants chinois aux demandes d'aides militaires du Fath, affirmant que ces entretiens constituaient un plein succès.

NETTOYEURS DU METRO

Des acquis .. non négligeables

La grève des nettoyeurs du métro a pris fin au bout d'un mois sans qu'ils aient gagné l'ensemble de leurs revendications. Ils ont obtenu néanmoins 120 F d'augmentation, certaines améliorations dans les conditions de travail. Et cette première grève est riche d'enseignements pour les luttes à venir.

Au cours d'une longue préparation, les ouvriers qui ont été à l'initiative du mouvement ont compris la nécessité du cadre syndical. C'était indispensable pour organiser et réunir dans la lutte près d'un millier d'ouvriers répartis dans six entreprises différentes et 350 stations. Ils ont choisi pour cela la CFDT où la plupart des nettoyeurs se sont syndiqués, seule une petite minorité adhérant à la CGT.

Démocratie prolétarienne

Le 31 mai, la presque totalité des ouvriers sont en grève. Ils ne s'en remettent nullement aux responsables syndicaux. Au contraire, ils élisent un comité de grève responsable devant l'assemblée générale quotidienne.

Celle-ci a donné à plusieurs reprises des preuves concrètes de sa souveraineté. Ainsi, elle a refusé une première augmentation de 17 centimes horaires à laquelle l'UD CFDT et certains délégués étaient favorables. Plus tard, elle a changé une partie du comité de grève qui proposait à la suite de l'UD CFDT d'assurer le «nettoyage de sécurité» des «gros papiers».

Les briseurs de grève

Dès le début, les dirigeants de la CGT ont cherché à saborder la grève en utilisant l'influence qu'ils avaient à l'entreprise No 3 «La Ferroviaire». Ils n'ont pas hésité à négocier dans le dos de l'assemblée générale avec le patron de la 3.

En grossissant de façon mensongère les propositions patronales, en conjuguant leurs pressions à celle des contremaîtres, et du patron, ils sont réussi à faire reprendre queques dizaines d'ouvriers. Cette reprise a constitué une brèche dont le patronat et le pouvoir ont profité pour chercher à briser la grève avec le renfort de nombreux CRS.

Une tactique plus subtile

Tout en suivant le mouvement, notamment dans le but de redorer leur blason, les responsables de l'UD CFDT ont essayé de le freiner, ont entravé la popularisation et l'emploi de formes de lutte efficaces. C'est la pression constante des grévistes et du comité de grève qui les a obligés à apporter un certain soutien.

Ils ont ensuite fait preuve de conciliation et de suivisme à l'égard des responsables CGT qui avaient appelé à la reprise et n'ont pas hésité devant le chantage à la rupture, pour s'opposer à la création de piquets de grève efficaces. A force de temporiser ils ont permis qu'une relative démobilisation s'instaure dans les rangs des ouvriers.

Une lutte complexe

Le comité de grève a dû sans cesse lutter pour préserver son autonomie face aux manœuvres de responsables de l'UD CFDT qui voulaient l'évincer de la conduite de la grève. Les travailleurs les plus conscients savaient que pour lutter avec efficacité contre le patron, il fallait aussi se battre contre la ligne impulsée par la direction syndicale pour imposer une ligne classe contre classe.

Même si le débat n'a pas toujours été suffisamment développé en assemblée générale, le Comité de grève a expliqué à maintes reprises pourquoi il fallait rejeter les propositions des responsables de l'UD CFDT. Certes, comme il l'a lui-même reconnu, le Comité de grève a commis des erreurs et des insuffisances. Néanmoins, il a déjà constitué une arme très précieuse dans cette première grève des nettoyeurs. Il survivra à la reprise du travail pour faire le bilan de son action, de la grève, et rester à la disposition des ouvriers dans les luttes à venir.

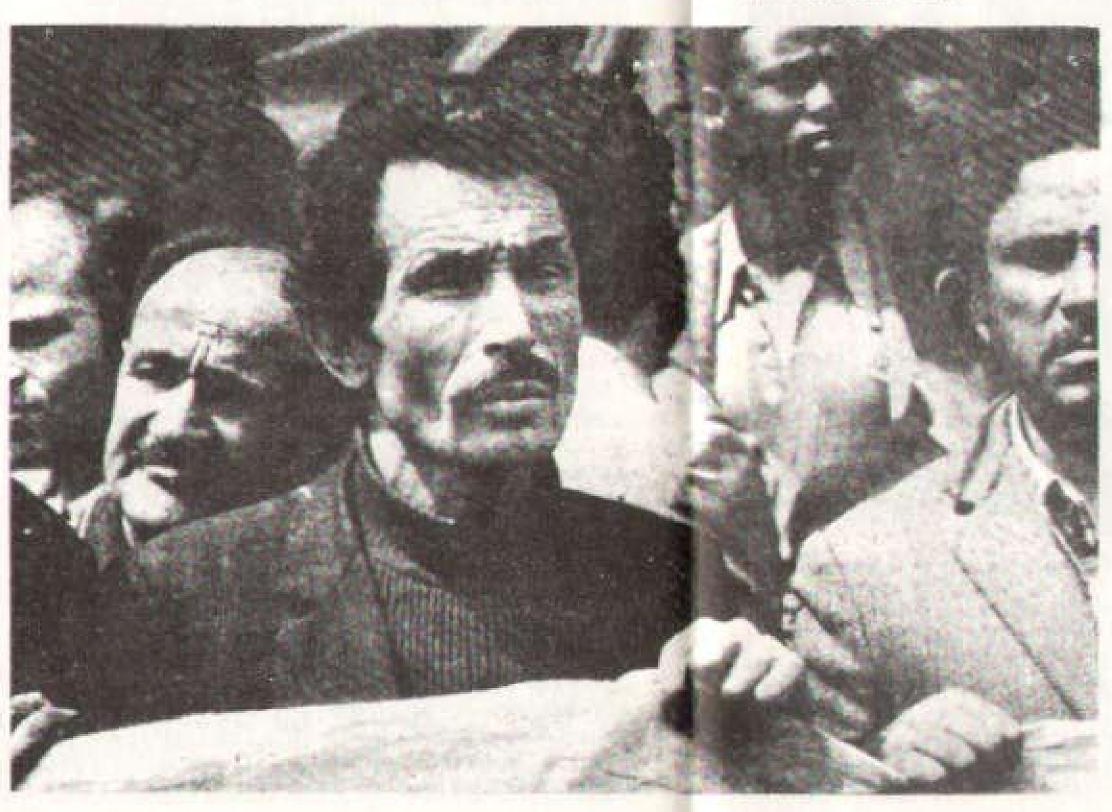
Jean NESTOR

PIQUET DE GREVE A LA STATION ETOILE

Reportage

De notre envoyé spécial permanent.

Un mois de grève face aux patrons et aux CRS.



Vendredi 24, la nouvelle est donnée en assemblée générale : les dirigeants CGT ont réussi à faire reprendre une trentaine d'ouvriers à la 3.

A la recherche des briseurs de grève

Une vingtaine de grévistes partent aussitôt tenter de les ramener à la grève.

Au bout d'une dizaine de minutes de métro, nous arrivons à la station où une reprise de travail a été signalée. Des discussions s'engagent tandis que partout où c'est possible les détritus déjà ramassés sont de nouveau éparpillés. La saleté dans le métro, ça fait partie du rapport de force face aux patrons et à la RATP. 20 minutes plus tard, ceux qui avaient repris sont grévistes à nouveau et l'un d'eux se joint même au piquet de grève qui continue sa route.

La station Belleville a été presque complètement nettoyée. Où sont-ils donc ceux-là ? On ne trouve personne dans les vestiaires et le groupe prend la direction de Stalingrad. Là, il tombe sur un délégué CGT qui attend tranquillement en compagnie d'un contremaître l'arrivée des ouvriers à 13 h. A les entendre, on comprend que ramener les ouvriers à la grève de façon solide ne sera pas si facile que cela. Le délégué africain a la tête pleine d'idées fausses inculquées par les dirigeants CGT. Il soutient que les ouvriers ont obtenu 80 centimes d'augmentation horaire, ce qui est complètement faux, vante la CGT qui a tant fait dans les commissions paritaires, (!) refuse de venir s'expliquer en assemblée générale et prétend que c'est aux ouvriers de la 3 à décider à part de leur conduite, «chacun chez soi».

Piquet de grève la nuit

A 23 h, comme convenu, nous retrouvons le piquet de grève à la station Étoile. Ce soir, il compte près de vingt personnes et plus de Français que d'habitude, notamment des employés CFDT de la RATP. Ils nous expliquent les difficultés qu'ils ont à mobiliser autour d'eux d'autant qu'ils ne représentent que 10 % des syndiqués et que la CGT a appelé à la reprise.

Cependant, les syndiqués CGT ne sont pas tous d'accord loin de là, avec cette décision et certains versent aux collectes.

1 h, le dernier métro passe. Le piquet de grève s'organise car c'est de nuit que les CRS viennent assurer aux briseurs de grève la «liberté du travail». Tandis qu'un groupe important reste à Étoile, d'autres s'en vont en reconnaissance vers les diverses stations.

S'ils trouvent des briseurs de grève, ils appellent des renforts par téléphone. Cette nuit, il y aura deux alertes, à Franklin Roosevelt et à Étoile même. Un car gris de CRS est arrivé accompagné d'une camionette. Des ouvriers encadrés par deux CRS descendent faire du nettoyage dans les couloirs.

Aussitôt, nous intervenons. Nous sommes très peu nombreux au début et pourtant, alors qu'ils ne sont que 8, ils s'arrêtent tout de suite. Ils n'ont pas l'air de faire ce boulot de gaîté de cœur. Mais les CRS sont partis chercher du renfort et les appellent à continuer. Comme le piquet de grève s'est renforcé, et persiste à vouloir empêcher le nettoyage, les CRS préviennent le commandant et un commissaire. La veille, les patrouilles s'étaient montrées plus expéditives «main en l'air et fouille» puis «commissariat», mais aujourd'hui ils n'osent pas (sans doute d'après les immigrés parce qu'il y a davantage de Français). On arrive à discuter avec des ouvriers chargés du nettoyage. Ce sont des travailleurs de la CBC, entreprises de carrelage qui travaille pour la RATP.

Ils ont été réquisitionnés sous peine de menaces diverses, allant juqu'au licenciement. Lorsque le piquet de grève leur explique quel sale travail on leur fait faire, la solidarité finit par l'emporter. «Nous ne sommes pas des briseurs de grève», disent-ils, et ils sortent du metro.

Tout à l'heure, dès que les flics auront relâché leur surveillance, les «gros papiers» ramassés dans les sacs joncheront vite à nouveau le sol.

Jean NESTOR

La France des luttes

LIP

La volonté de vaincre

Ces dernières semaines, la lutte des travailleurs de LIP contre tout licenciement est revenue au premier plan de l'actualité.

Pour ces travailleurs, il s'agit en effet, après la suppression échelonnée de l'indemnité de chômage pour «licenciement économique», de se donner les moyens de poursuivre l'action jusqu'à la victoire.

La reprise de la production

Depuis le mardi 31 mai, les LIP ont repris la production. Dans leur bulletin «LIP UNITÉ»* du mois de juin, il est indiqué : *«En 1973, pour assurer notre survie, nous mettions en route une chaîne d'horlogerie et nous vendions des montres. En 1977, dans un contexte différent, nous refaisons le même geste... avec quelque chose en plus : des fabrications non-horlogères (qui répondent à notre exigence de diversification), des productions artisanales ou des groupements d'achats et un restaurant qui en même temps qu'ils nous donneront les moyens de subsister, assureront notre solidarité avec les chômeurs puisque ceux-ci pourront en bénéficier au même titre que nous».*

Les LIP mettent beaucoup l'accent sur le travail collectif, les décisions collectives (prises en assemblée générale quotidienne et souveraine), car la détermination collective est un atout indispensable pour aboutir à la victoire.

Les 18 et 19 juin, les LIP ont organisé un week-end «portes-ouvertes» à leur usine de Palente (Besançon), laquelle fut un grand succès. Plusieurs milliers de montres ont été vendues (à la moitié du prix du commerce) l'affluence aussi a été très importante : plus de 10 000 personnes. De très nombreux stands étaient installés. Signalons parmi eux : le syndicat «Paysans-Travailleurs» de l'Ain, les comités Larzac et Malville, des ouvrières de la CIP (Nord), de Réhault (Fougères), de Rhône-Poulenc textile (Besançon), d'un centre d'handicapés physiques de Besançon (Le Cat), etc.



L'achat d'une montre, ce n'est pas seulement une bonne affaire, mais c'est surtout un acte de solidarité. (photo HR)

Bien des discussions entre travailleurs de différentes entreprises ont eu lieu, des débats... Un court-métrage enthousiasmant a été projeté — qui sera bientôt disponible — sur les actions combatives des LIP en 76 (manifs de masse, bloquage d'un train, heurts avec les CRS...)

Tout cela n'est évidemment pas du goût du patronat, des pouvoirs publics et autres forces réactionnaires.

L'imagination, la solidarité : plus fortes que la répression

C'est ainsi que le 24 juin, à 4 h du matin, une vingtaine d'inspecteurs de police en civil escortant des «électriciens» d'une société spécialisée, ont d'abord neutralisé les LIP qui étaient de garde, et ont carrément sectionné les câbles d'alimentation de 20 000 volts, puis remis le transformateur sous tension pensant qu'ainsi, les LIP ne pourraient plus rien faire.

Maintenant, c'est le téléphone : deux fois coupé à l'usine... et rétabli ; puis dans une école désaffectée qui leur a été prêtée...

Enfin bref ! La répression n'a jamais empêché la classe ouvrière de continuer le combat. Les LIP comme la classe ouvrière, les petits paysans... veulent *Vivre debout*. La solidarité avec les LIP est acquise depuis longtemps, elle doit se renforcer.

Serge LAFORGE

UN REVIREMENT INTERESSE

En 1973-74, les dirigeants du PCF crachaient tant qu'ils pouvaient sur les LIP, les traitant volontiers d'«aventuristes», d'«irresponsables», etc.

Aujourd'hui, ils pensent avant tout aux législatives de mars 1978.

Alors, ils les invitent à tenir un stand à la fête de l'Humanité. Qui peut croire que cela est un acte désintéressé ?

INTERVIEW DE PAYSANS REVOLUTIONNAIRES

paysans et ouvriers doivent s'unir

La lutte du Pellerin contre la centrale nucléaire et la répression a montré que l'unité des ouvriers et des paysans est nécessaire si l'on veut parvenir au succès. Comment se pose ce problème de l'unité en Loire-Atlantique, c'est ce que nous avons demandé à des militants paysans du PCMLF de ce département.

Q – Une idée que les dirigeants des grandes centrales syndicales ont pu largement répandre parmi les militants ouvriers, c'est que le syndicat «Paysans-Travailleurs» mène des actions minoritaires, irresponsables. C'est un air qu'on entend à bien d'autres occasions, mais comment ont-ils pu faire dans le cas des luttes paysannes ?

R : Pour un militant ouvrier, le première forme de lutte, c'est la grève et pour avoir quelque efficacité, elle doit être le fait de la majorité des ouvriers. De ce point de vue d'ailleurs, les directions confédérales sont mal placées pour nous donner des leçons, avec leurs journées d'action qui sont loin en général d'être majoritaires. Mais là n'est pas la question. Pour les paysans, ce n'est pas en cessant le travail qu'ils portent des coups à l'ennemi.

Par exemple, pour le lait, la viande ou le vin, l'action ne peut être pour nous d'en interrompre la production (ne plus faire la traite ou laisser crever les veaux ?). Elle a visé au contraire les grosses sociétés capitalistes privées ou appelées «coopératives» qui achètent ces produits ; ce fut donc l'interception de camions les transportant ou la destruction de stocks. Pour arrêter un camion, une fois la décision de principe prise, il suffit d'une petite équipe : on ne va pas s'amuser à déplacer tout le canton !

Les dirigeants syndicaux se gardent bien d'expliquer ça : ils ne parlent que des «actions commandos». Pourtant, lorsque la répression s'abat, ce ne sont plus quelques personnes qui manifestent, mais des milliers, ce qui témoigne que ces actions bénéficient d'un large soutien et reflète la préparation de masse à laquelle elles ont donné lieu.

Q – Il y a là-dessous le problème de l'illégalité, de la violence...?

R : Bien sûr, c'est un point essentiel ! Il faut bien voir que la loi bourgeoise, pour les paysans c'est vraiment uniquement le droit de se taire et de trimer !

De ce point de vue, c'est clair et net : pas d'issue autre que l'action de masse, y compris dans l'illégalité, sinon il ne reste qu'à se mettre à genoux devant le propriétaire, le notable, le Crédit agricole, ou à attendre du changement des élections !

Respecter la légalité, ça veut dire vivre à genoux ; lutter, et donc ne pas respecter cette légalité, ça veut dire les CRS, la répression... C'est pourquoi, bien des paysans ont le fusil pas loin de la fourche !

Et là-dessus, c'est aussi clair et net : la bourgeoisie de droite ou de gauche, elle est contre nous !

Q – Quelles sont actuellement les perspectives du point de vue de cette unité ?

R : Depuis la grève du lait de 1972, le pouvoir s'est inquiété de l'existence de «Paysans-Travailleurs», en tant que syndicat de classe, indépendant des partis bourgeois de toute couleur.



Une nouvelle affiche est parue. Passez la prendre à nos locaux ou la commander à : La faucille BP 258 – 75866 – Cedex 18 No de CCP : 17 564 83 B – Paris

Ce n'est pas par hasard si c'est ce syndicat qui a été le plus durement frappé par la répression ces dernières années. En 1974, des centaines de ses militants ont été soumis à la répression, et des dizaines ont été condamnés.

Tout a été tenté pour casser ce nouveau syndicat. Les partis de l'Union de la gauche le trouvent eux aussi gênant, parce qu'ils ne sont pas parvenus jusqu'à présent à mettre la main dessus pour en faire une courroie de transmission de leur programme politique. Les dirigeants du PCF l'ont attaqué ouvertement, tandis que ceux du PS ont tenté l'an passé de le dissoudre dans un «syndicat de gauche».

Dans la plupart des départements de l'Ouest, l'influence du PCF à la campagne est très limitée, pour ne pas dire inexistante. Par contre, le courant social-démocrate est important, notamment chez les paysans moyens. C'est par là que les faux communistes font passer leurs idées.

En fait, au niveau des paysans, l'unité avec les travailleurs des villes est une idée qui passe de mieux en mieux. Le problème est au niveau des usines, où l'on se heurte aux dirigeants du PCF. Il y a de nombreux exemples dans la région.

C'est pourquoi, le Parti, et nous en tant que paysans, nous développons les idées sur l'unité entre ouvriers et paysans au niveau d'actions concrètes, à la base. Une telle unité permet une solidarité et un soutien mutuel dans la lutte contre les capitalistes ; elle permet un échange d'expérience et une éducation mutuelle sur «qui sont les amis et qui sont les ennemis.»

La lutte du «Pellerin» n'est pas finie, mais déjà, nous avons pu accumuler une certaine expérience allant dans ce sens.

Propos recueillis par Jacques DUROC

LE RACISME QUI VIENT D'EN HAUT

L'«aide au retour» c'est ainsi que le gouvernement a baptisé son plan d'expulsion des travailleurs immigrés qui est aussi un plan d'incitation au racisme.

Il y a peu de temps encore, les divers gouvernements qui se sont succédés encourageaient l'entrée massive des travailleurs immigrés dans notre pays, le patronat voyait d'un bon œil l'immigration clandestine.

Après l'immigration clandestine...

Il fallait une main d'œuvre nombreuse, exploitable à merci et dont les patrons se disaient que, si nécessaire, ils pourraient toujours se débarrasser. Ils trouvent qu'aujourd'hui, ce moment est venu. Alors qu'un million et demi de travailleurs sont sans emploi, on voudrait que les travailleurs immigrés soient parmi les premiers à faire les frais de cette situation.

Pour cela, le gouvernement Barre a engagé depuis quelque temps, une campagne dite de «l'aide au retour». Voyons d'un peu plus près ce dont il s'agit.

... les expulsions

Dans un premier temps, chaque travailleur immigré au chômage et touchant une indemnité (ils sont environ 50 000 dans ce cas) reçoit une lettre expliquant l'aide au retour. Dans le mois qui suit, le travailleur doit obligatoirement décider s'il accepte ou s'il refuse. Il doit faire connaître sa réponse, par écrit, à l'ANPE. On lui fait miroiter le versement d'une somme de 10 000 F s'il accepte. Il doit alors partir dans les 15 jours qui suivent sans possibilité de retour ni pour lui, ni pour ses enfants.

Une vaste escroquerie

On voudrait présenter cela comme un choix libre, on pourrait décider de partir ou rester. Mais, dans les faits, il en va bien autrement. Les travailleurs immigrés qui refuseront risquent fort, en effet, d'être éliminés de la liste des demandeurs d'emploi et de voir leurs indemnités de chômage supprimées. Une circulaire du directeur de l'ANPE, Métais, indique que «les étrangers susceptibles de bénéficier de l'aide au retour» sont «repérés préalablement». Ils sont inscrits sur une fiche immatriculée F 9 et barrée de rouge. Si l'immigré refuse, rien ne prévoit le retour de la fiche dans la liste «normale». Il risque ainsi d'être éliminé purement et simplement de la liste des demandeurs d'emploi. Par ailleurs, on peut se demander ce qu'il advient si le travailleur ne répond pas dans le délai d'un mois.

Enfin, le versement des fameux 10 000 F n'est en fait qu'une vaste escroquerie. Si «un million» cela peut sembler une somme importante, quand on réfléchit un peu, cela parait bien dérisoire ; tout au plus cela peut permettre de subsister quelques mois au bout desquels, dans son pays, le travailleur rejoindra les rangs des sans-emploi.

Par ailleurs, le versement de cette somme est loin d'être assuré : le travailleur immigré la touche en principe, une fois qu'il est revenu dans son pays ! Là, tout est permis. De plus, que deviendront les droits à la retraite pour lesquels le travailleur aura cotisé ?

Une campagne raciste

Enfin, les capitalistes réalisent ainsi une belle économie car le versement des indemnités de chômage auxquelles le travailleur a droit dépasserait ces 10 000 F en cas de chômage prolongé.

En vérité, sous une apparence démagogique, il s'agit bel et bien de recourir à l'expulsion des travailleurs immigrés au chômage.

Elle poursuit encore un autre but : répandre un peu plus l'idée selon laquelle ce sont les immigrés qui sont responsables du chômage. Et avec un million, de quoi se plaignent-ils ? Quand le directeur de la population et des migrations au ministère du travail déclare : *«Dans le cadre des récentes mesures prises par le gouvernement, afin d'améliorer la situation du marché de l'emploi, figure la création d'une aide au retour en faveur des travailleurs étrangers»*, il a pour but de faire croire que le départ des immigrés, cela donnerait du travail aux Français.

Cette campagne, aujourd'hui limitée aux chômeurs touchant des indemnités, vise à préparer les expulsions d'autres catégories de travailleurs immigrés. Le 12 juin dernier, Stoleru déclarait : *«Il est possible que dans les semaines qui viennent nous étendions le dispositif à d'autres catégories de travailleurs»*. On veut ainsi faire croire que le départ des immigrés donnera des places aux Français, que ce sont eux qui leur prenaient leur pain.

Ainsi, on crée un climat de haine à l'égard des travailleurs immigrés, en en faisant les boucs émissaires du chômage. Stoléru peut proclamer : «Je ne tolérerai en France aucune forme de racisme» cela ne vise qu'à masquer en fait, une incitation au racisme, cette arme de division de la classe ouvrière.

André COLERE

Exploitation et conditions de vie misérables, pour être ensuite expulsés.



«VIVE LE COMITE DE GREVE!»

C'était le 18 juin dernier, à Paris, le cri unanime des centaines de participants au meeting de solidarité avec les travailleurs du métro en lutte.

Cette acclamation enthousiaste embarrassait fort les dirigeants de l'UD-CFDT qui entendaient monopoliser la tribune et s'opposer à la prise de parole du Comité de coordination de la Sonacotra, invité par le comité de grève des nettoyeurs du métro.

Cet incident pose une fois de plus le problème du fonctionnement de la démocratie prolétarienne au cours des luttes et des justes rapports à y impulser entre comité de grève et syndicats.

Du temps où la CGT défendait encore les intérêts de classe du prolétariat, son grand dirigeant, Gaston Monmousseau s'était particulièrement attaché à préciser cette question : «La lutte, expliquait-il, appartient à ceux qui la mènent et à eux seuls». Lors que la grève est déclenchée, elle devient l'affaire exclusive de tous ceux qui y participent, eux seuls doivent avoir un pouvoir de décision sur la conduite de l'action. Le syndicat, s'il a de justes positions de classe, ne peut prétendre jouer ce rôle ; parce que tous les travailleurs en lutte ne sont pas forcément syndiqués, parce que tous les syndiqués de l'entreprise ne sont pas forcément en grève, ni les plus actifs dans la lutte. Le syndicat doit alors s'effacer devant le comité de grève autonome, formé des travailleurs les plus actifs et les plus écoutés, démocratiquement élus et contrôlés par l'assemblée générale des grévistes.

Le rôle du syndicat, poursuivait Monmousseau, ne devient pas nul pour autant. Il lui appartient toujours de proposer des orientations de lutte à l'assemblée générale des grévistes et au comité de grève. Mais il ne doit pas s'arroger le droit de décider à leur place. Il doit de plus se mobiliser activement pour la popularisation des décisions adoptées par le comité de grève, l'organisation du soutien à la lutte dans les autres entreprises et localités.

Ainsi, lors des grandes grèves de 1953, la CGT impulsa la mise en place de comités de grèves autonomes dans tous les secteurs en lutte et favorisa leur coordination au plan national.

A l'issue de la grève, un porte-parole de la confédération déclarait :

«Les objections des adversaires des comités élus sont nombreuses. Ils disent, par exemple, qu'ils ne veulent pas de comités qu'ils prétendent «irresponsables» qui jetteront la pagaille ; qu'ils ne veulent pas «déposséder» leurs organisations de la conduite de l'action et de la discussion des revendications de leurs adhérents... «Comités irresponsables !». Comment peut-on tenir un tel raisonnement quand nous indiquons que ces comités d'unité doivent être composés d'hommes et de femmes élus dans les services, équipes, ateliers, départements..., qu'ils doivent rendre compte des discussions de tous les problèmes importants que pose la direction du mouvement ?...

»Tout militant, quelqu'il soit, qui veut rester fidèle aux engagements pris devant les travailleurs, qui veut remplir honnêtement, loyalement le mandat qui lui est confié, non seulement ne peut se froisser du contrôle des travailleurs, mais doit s'ingénier au contraire à ce que ce contrôle soit entier et permanent».

Aujourd'hui, les dirigeants confédéraux révisionnistes et réformistes qui trahissent les intérêts du prolétariat tiennent un tout autre langage. La CGT condamne formellement les *«comités dits de grève»*, comme elle les qualifie et, à la Sonacotra comme au métro, fait tout pour en saboter l'action. Quand elle n'y parvient pas, elle dénature le comité de grève en le remplaçant par une intersyndicale à peine camouflée. La direction de la CFDT de son côté, tout en tolérant parfois l'existence d'un comité de grève, manœuvre pour en limiter l'action et la représentativité et prétend s'arroger le droit de négocier à sa place, alors que cette question fait toujours l'objet de débats serrés à la base.

Mais en démasquant leurs faux amis dans la lutte pour imposer la conduite autonome de leur propre lutte, les travailleurs développent leur conscience révolutionnaire en appliquant le grand principe de Karl Marx *«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes»*.

Annie BRUNEL

La vie de DJILLALI valait 45 000 FRANCS !

Il aura fallu attendre presque 7 ans avant que s'ouvre le procès de l'assassin du jeune algérien Djillali Ben Ali.

Sept années au cours desquelles on espérait bien que l'indignation qui s'était manifestée lors des faits se serait éteinte, que l'affaire serait oubliée. Comme il fallait s'y attendre, tout a été fait au cours du procès pour que le caractère raciste du crime soit écarté. Et pourtant, si Djillali n'avait pas été algérien, aurait-il été abattu si froidement, et à bout portant, alors que lui même n'était nullement armé ?

Tout au long de ce procès, on aura pu également se demander si c'était la victime qui était en accusation ou bien l'assassin. Tandis que Djillali était dépeint sous les traits d'un «voyou», l'assassin était pésenté comme un «brave homme».

Finalement, le tribunal n'aura retenu que l'accusation «d'hommicide involontaire»... Alors que durant une semaine, l'assassin avait tenu l'arme à proximité de la main pour finalement faire feu à trois mètres !

Au terme du procès, l'assassin a été condamné à cinq ans de prison dont trois avec sursis.

Deux ans de prison donc, dont on dit que dans les faits, ils pourraient se ramener à beaucoup moins. Et 45 000 F d'amende pour «dommage moral»...

Un procès qui comme d'autres, aura contribué à encourager les crimes racistes. La justice a une fois encore fait la démonstration de sa clémence à l'égard des assassins d'immigrés.



Manifestation après l'assassinat de Djillali Ben Ali en 1971.



Expulsion de travailleurs immigrés : la justice de la bourgeoisie.

Eviter le personnel de couleur...

Le bureau d'aide sociale de la ville de Paris vient d'adresser à ses services, en vue du recrutement d'aides-ménagères, dans le cadre d'une opération baptisée «3e âge», une note ainsi rédigée : *«Le bureau d'aide-sociale recrute pour l'opération «spéciale 3e âge», sur tout Paris, des aides-ménagères pour la période du 27 juin au 6 septembre, congés payés compris... si vous aviez des candidats, adressez-les d'urgence au service du personnel. (Evitez le personnel de couleur)».*

Ainsi, le racisme se trouve érigé en principe par les services de Chirac.

On croyait pourtant qu'il existait une loi du 5 juillet 1972, sur le racisme. Mais il est vrai que les textes et les faits...

En tout cas, le syndicat CFDT de la préfecture de Paris a décidé de porter plainte contre X.

LA RACISME AU QUOTIDIEN

NANTERRE : Le 8 juin, un enfant malade, en traitement au centre de cardiologie de Nanterre, est interpellé par le directeur du Monoprix et par son adjoint. L'enfant est de nationalité algérienne. Les deux individus l'accusent d'avoir tenté la veille de dérober une montre. Or, la veille, le jeune garçon n'était pas venu dans ce magasin.

Après l'avoir enfermé dans une pièce, les deux individus le contraignent à se mettre à genoux, les mains sur la tête, puis le frappent. De nombreuses marques ont été constatées par un médecin.

PARIS : Le 17 juin, peu après minuit, des jeunes immigrés rentrent chez eux : ils passent dans le quartier des Halles. Une voiture survient. Les occupants en descendent, demandant le porte-feuille d'un des jeunes. Mohammed Abderrahame proteste. Un des agresseurs sort une carbine 22 long-rifle du coffre de la voiture et le tue à bout portant, une balle dans la gorge.

MARSEILLE : Début juin, les travailleurs immigrés d'une entreprise de bâtiment sont en grève. Le dimanche, un d'entre eux déjeune chez des amis. Soudain les flics arrivent et l'embarquent. Demandant des explications, on lui répond : «Ferme la ou c'est le tabac». Pendant plus de trois heures, il est enfermé dans une pièce, après avoir été contraint à se déshabiller. En fin d'après-midi, les flics lui disent : «Fous le camp !».

Points chauds de cet été

Rassemblements contre l'implantation de centrales nucléaires, luttes d'entreprises et de quartier... Voici un aperçu des points chauds qui cristalliseront cet été la mobilisation populaire.

Ventes de montres à LIP (Besançon)

Après plusieurs mois d'occupation contre les licenciements les LIP ont décidé de reprendre la production et la vente de montres début juin : tous les jours, de 10 h à 16 h. Il faut rester mobilisés pendant l'été. Souvenons-nous qu'en 73, c'est en août que les flics sont intervenus.

Mobilisation contre Superphénix : 30 et 31 juillet

A Malville, en plein cœur de la concentration urbaine de Lyon, Grenoble, Annecy, Chambéry, le gouvernement veut construire le surgénérateur le plus puissant du monde (de 1 300 MW) sans que les conditions de sécurité suffisante soient garanties, loin de là. Des rassemblements fort importants ont déjà eu lieu pour protester contre ce projet : 20 000 personnes en juillet dernier, plusieurs milliers depuis, à la mi-septembre et encore en février aux assises de Morestel. Le rassemblement prévu constituera le point de convergence de toutes les manifestations visant à lutter contre l'implantation de centrales nucléaires.

Coordination des Comités Malville chez Marcel Cottier Montgarel, 38510, Morestel, Tél : Odile Lanza : (76) 23 33 71.

Flamanville : 14 août Le Pellerin

Le pouvoir veut installer sur la presqu'île du Cotentin et en plus de l'usine de retraitement de la Hague, une nouvelle centrale nucléaire.

Là encore les paysans se sont mobilisés contre les expropriations et aussi la gêne importante qu'apporte aux cultures les immenses couloirs de fils à haute tension. Ils ont fait des barrages et occupé le site en février.

Au Pellerin, la population et les petits paysans ont mené des luttes particulièrement résolues contre le projet d'une centrale qui ferait disparaître soixante d'entre eux. Recemment, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Nantes pour exiger la libération de cinq paysans emprisonnés. Pour tous contacts : APL-Ouest Tél : 73 72 97.

Flamanville
Le Pellerin
Besançon
Chalon/Saône
Malville
Naussac
Larzac

Sonacotra

La vigilance et le soutien aux travailleurs des foyers Sonacotra en grève continuent bien entendu pendant l'été.

Barrage de Naussac : 6-7 août – Larzac : 13-14

Cela fait plusieurs années que ces luttes mobilisent la population et notamment les paysans. A Naussac, ils ont déjà interrompu les travaux avec leurs tracteurs, dérobé les documents concernant les expropriations prévues, occupé la mairie.

Au Larzac, ils continuent à lutter contre l'expropriation de leurs terres au profit d'un camp militaire. Parmi les forums prévus au Larzac, signalons : «Vivre et travailler au pays», «La misère et l'exode rural», «Le chômage et les licenciements», «L'implantation des centrales nucléaires».

Chalon-sur-Saône : 27 juillet

Les responsables d'EDF ont fait de multiples prospections dans cette région où existe déjà la centrale du Bugey. Les populations se sont mobilisées sans attendre, notamment à Tournus, Sennecey, Ouroux et Boyer. Le 23 avril trois mille personnes défilaient tracteurs en tête. La manifestation du 27 se rendra vers les bâtiments de Framatone puis vers Tournus et Sennecey.

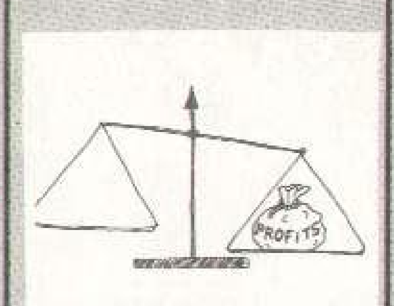
Autres points chauds

Parmi les luttes de quartier, il faut notamment se tenir prêts à la riposte au Marais où les promoteurs veulent profiter de l'été pour expulser locataires et occupants.

Enfin les travailleurs français et immigrés doivent resserrer leurs rangs plus que jamais pour faire échouer les mauvais coups que le pouvoir pourrait tenter contre les immigrés.

Jean NESTOR

En bref



Justice a deux vitesses

L'instruction de l'affaire de l'incendie du CES Pailleron vient de se terminer. Il aura fallu quatre ans et demi pour que certains de ceux qui sont responsables des conséquences dramatiques de cet incendie soient jugés.

Il faut dire qu'il s'agit de PDG, etc. La justice a été beaucoup plus rapide quand il s'est agi de condamner à huit mois de prison cinq petits paysans qui s'opposaient à l'implantation d'une centrale nucléaire au Pellerin et à l'expropriation.

L'amiante qui tue

Un technicien de 58 ans de la faculté de Jussieu est mort, en février dernier d'une tumeur bronchique. Or, les locaux de cette faculté ont été revêtus par «flocage» (pulvérisation au pistolet) d'une couche d'amiante qui se dégrade, libérant des fibres dans l'ait ambiant et mettant en danger la santé de ceux qui y travaillent.

Le médecin traitant affirme d'ailleurs dans une déclaration de maladie professionnelle que le fait que ce technicien ait été «exposé de façon importante à l'amiante doit faire suspecter un rapport direct de cause à effet entre cette exposition et la survenue d'une tumeur bronchique maligne».





Bien informé !

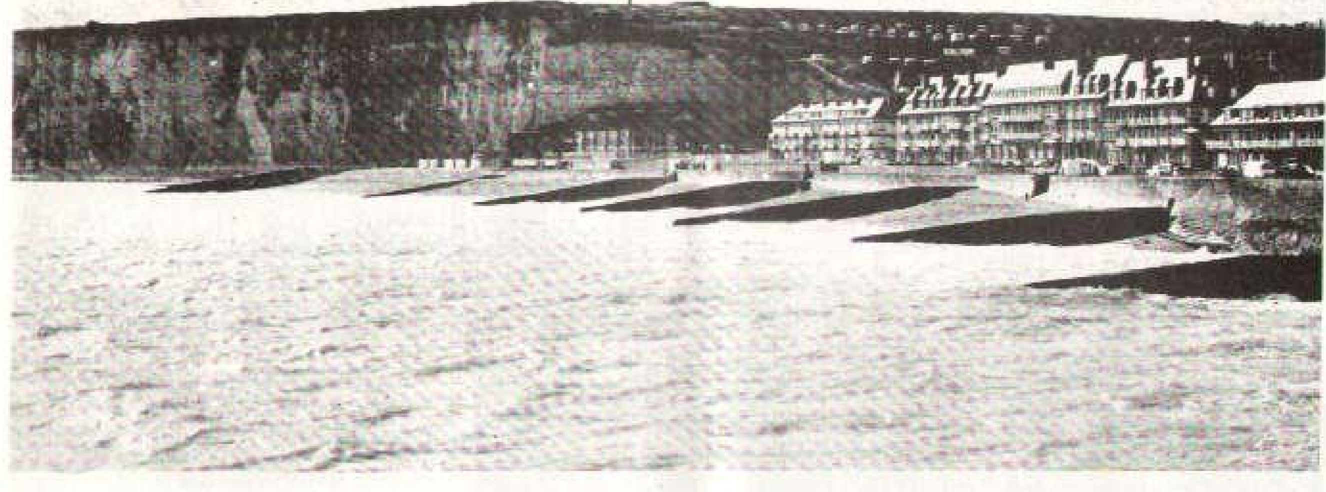
Une caserne de CRS est en cours de construction sur le terrain de la central e nucléaire de Creys-Malville. Elle vise à renforcer le contrôle policier aux abords de la future centrale et à s'opposer pour commencer à la grande manifestation populaire prévue pour les 30 et 31 juillet prochains. Apparemment, le gouvernement n'a donc pas besoin «d'enquête d'utilité publique» pour savoir que la population est hostile à l'implantation de Superphénix.

Opération policière



45 000 gendarmes et CRS vont être mobilisés à l'occasion de départs en vacances... soidisant pour protéger la population. En fait, une partie seulement d'entre eux sont destinés à améliorer l'image de marque de la police en surveillant les plages et en effectuant certains sauvetages en montagne.

Par contre, le pouvoir entend comme chaque année profiter des vacances pour étendre son quadrillage répressif. Ainsi, l'an dernier cette période lui a permis d'effectuer 700 000 contrôles et de lancer une véritable chasse aux immigrés dans le métro.



Même si cela ne se voit pas, l'eau est ici fortement polluée : c'est ce qui se passe dans 53 % des cas

Refusons les plages polluées

D'après des prélèvements réalisés sur environ 800 plages, l'eau pouvait être considérée comme de bonne qualité pour la baignade dans 46 % des cas, douteuse dans 30 %, dangereuse dans 23 % des cas. Ces résultats expliquent les maladies parfois observées au bord de la mer.

Dans les zones considérées comme insalubres, le maire devrait interdire la baignade. Mais en général, de gros intérêts sont en jeu : interdire une plage, cela nuit à bien des profits. Aussi, dans la plupart des cas, quand les résultats sont mauvais, le maire qu'il soit de «gauche» ou de droite, refuse de fermer la plage, et surtout fait tout ce qu'il peut pour que le danger ne soit pas connu.

Le profit avant tout

A peine arrivés sur le bureau du maire, les résultats sont vite classés. Certains maires, prévenus par téléphone, font pression sur l'administration pour qu'elle n'envoie pas les bulletins d'analyse et la demande de fermeture de plage.

D'autres font trainer les choses, contestent la valeur du prélèvement, du laboratoire, demandent une contre-expertise, et puis quand la pollution est confirmée, nous voilà en septembre...! Quant aux préfets, ils préfèrent ne pas risquer de créer de l'agitation. Certains vont jusqu'à refuser de faire parvenir au ministère de la Santé les résultats d'analyse dans leurs départements.

Droit à la santé !

Il faut demander de lever le secret des analyses, exiger l'affichage des résultats et de leur interprétation sur les plages, obtenir le droit à l'information. Mobilisons-nous contre les pollueurs et contre le capitalisme qui se moque de la santé des travailleurs sur les lieux de détente comme à l'usine.

NORMES DE POLLUTION BACTÉRIENNE DE L'EAU DE MER

recommandées par le Conseil des communautés européennes
JO du 5/2/76

Microbes recherchés dans 100 ml	Eau de bonne qualité pour la baignade	Valeurs impératives à ne pas dépasser
ESCHERICHIA COLI	100	2 000
Streptocoques fécaux	100	1 000

Sans aller jusqu'à la sévérité des normes de salubrité des eaux de piscine, (eau déclarée salubre si elle ne contient aucun Escherichia coli) de nombreux spécialistes de la santé publique estiment que les normes ci-dessus définies pour les eaux de mer sont vraiment très larges et personnellement ne se baigneraient pas dans une eau contenant 2 000 Escherichia coli/100 millimètres.

Pourtant, plus de 100 000 E. coli ont été trouvés sur certaines plages. Ce qui fait dire à certains fonctionnaires du ministère de la Santé que les 11 000 E. coli pour 100ml trouvés à Cherbourg (présentée comme la plage la plus polluée de France par l'étude de «Que choisir» de Juillet-août 1076, «étaient les plus anodins par rapport à d'autres plages».

Or, rien n'a été fait pour informer les baigneurs du danger certain de la baignade !

Un apport fondamental de Mao tsé-toung



Les travailleurs étudient pour construire le socialisme et pour pouvoir lutter contre ses ennemis.

C'est la Grande révolution culturelle prolétarienne qui en 1966, a fait connaître au monde entier la théorie de Mao Tsé-toung sur la continuation de la révolution dans un pays socialiste de dictature du prolétariat..

Pour la première fois dans l'histoire, des millions d'ouvriers, de paysans pauvres, de soldats et d'intellectuels révolutionnaires, engageaient sous la direction de Mao Tsé-toung et du Parti communiste chinois une lutte aigüe contre des dirigeants du pays et du parti engagés dans la voie capitaliste.

Et pourtant, c'est dès 1956, alors que la Chine venait à peine d'achever pour l'essentiel la transformation socialiste des moyens de production, que Mao Tsé-toung formula la thèse selon laquelle dans un pays de dictature du prolétariat il existe encore pour une longue période, la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre la voie socialiste et la voie capitaliste.

Pour formuler cette thèse fondamentale, Mao Tsé-toung reprenait et développait des idées mises en avant par Marx, Engels et Lénine et tirait les enseignements de l'expérience historique de la dictature du prolétariat notamment en URSS.

Dans «De la juste solution des contradictions au sein du peuple», Mao Tsé-toung écrit alors : *«Il subsiste des vestiges des classes renversées des propriétaires fonciers et des compradores, la bourgeoisie existe encore et la transformation de la petite bourgeoisie ne fait que commencer. La lutte de classes n'est pas encore arrivée à son terme. La lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les diverses forces politiques et entre les idéologies prolétariennes et bourgeoise sera encore longue et sujette à des vicissitudes, et par moments elle pourra même devenir très aiguë».*

C'était la première fois dans l'histoire du marxisme qu'était formulé avec tant de précision que même avec la disparition pour l'essentiel de la propriété privée, la lutte de classe se poursuit. Staline avait fait une grave erreur en l'oubliant et en ne rectifiant cette erreur que peu de temps avant sa mort : cela avait désarmé les authentiques communistes et la classe ouvrière soviétique qui fut surprise par l'attaque de la bande Krouchtchev-Brejnev.

De tout temps, la bourgeoisie dispose d'agents dans le parti du prolétariat, mais avec la prise du pouvoir ces agents deviennent ses chefs politiques. Ces dernières années, Mao Tsé-toung soulignait pour la première fois avec une extrême précision ce point : *«On mène la révolution socialiste, et on ne sait même pas où est la bourgeoisie, or elle existe dans le Parti communiste, ce sont les responsables engagés dans la voie capitaliste. Ils n'ont cessé de suivre cette voie.»*

Mais comment repérer la bourgeoisie dans le parti ? Comment la combattre puisqu'elle travaille secrètement ?

Sur ce point, la bande des Quatre, Wang Hong-wen, Tchang Tchouen-kiao, Kiang tsing, Yao Wen-yuan, prenait comme critère l'accord avec leurs positions, avec leur groupe. A partir de là, il cherchèrent à abattre un très grand nombre de cadres expérimentés qu'ils taxaient de «démocrates bourgeois». Or, Mao Tsé-toung avait énoncé très précisément le premier critère pour démasquer la poignée de responsables engagés dans la voie capitaliste. Ce principe a été énoncé en trois points :

«Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme, travailler à l'unité et non à la scission, faire preuve de franchise et de droiture, et ne tramer ni intrigues ni complots.»

Les représentants de la bourgeoisie dans le parti finissent toujours par violer ces principes.

C'est d'ailleurs ce que firent les «Quatre».

Une grande campagne d'éducation

Aujourd'hui en Chine, la campagne d'éducation des masses populaires sur cette question se poursuit sous la direction du président Houa Kouo-feng, en partant des remarques faites par Mao Tsé-toung selon lesquelles : *«90 % de la population du pays approuve le socialisme. Nous devons faire confiance à cette majorité. En plus, grâce à un travail de persuasion, huit pour cent encore pourront être gagnés à notre cause, ce qui portera le total à 98 %, ne laissant que deux pour cent d'irréductibles, qui s'opposent obstinément au socialisme.»*
(«Il faut avoir une confiance inébranlable dans la grande majorité des masses»).

HJ

Rencontre avec JJ ANNAUD réalisateur de «NOIR BLANC ET EN COULEUR»

LA VICTOIRE EN CHANTANT

Nous avons rencontré Jean-Jacques Annaud, qui a réalisé le film «La Victoire en Chantant— Noir-blanc et en couleur», primé par l'oscar d'Hollywood. Ce film est une critique mordante du colonialisme français au Cameroun pendant la guerre de 14-18. C'est une dénonciation humoristique mais sans pitié du racisme et du colonialisme. Jean-Jacques Annaud nous a expliqués quels sont les problèmes d'un réalisateur qui essaie de faire des films interessants dans le circuit commercial.

Q : Comment vous est venu l'idée de votre film ?

— R : C'est lorsque j'étais en Afrique comme coopérant. J'ai été frappé par le comportement des blancs par rapport aux noirs. Cela m'a tout de suite sensibilisé aux problèmes du racisme. Il y avait deux mondes. Les blancs et les noirs.

Le cinéma est un moyen privilégié pour poser les problèmes. J'ai voulu principalement parler des problèmes des blancs en Afrique. Quant aux problèmes des noirs, je pense que c'est aux Africains eux-mêmes d'en parler . Ils sont assez compétents pour le faire.

Q : Comment s'est passé le tournage ?

— R : Très bien. Il faut dire que le film a été tourné en Côte d'Ivoire. Le responsable ivoirien du cinéma a un peu joué sa carrière sur ce film.

En Côte d'Ivoire, pays qualifié d'ordinaire de modéré, le scénario a rencontré un grand succès. Même s'il allait assez loin dans la critique du colonialisme. Si bien qu'on en a fait une affaire nationale. Il a reçu un concours enthousiaste de la Côte d'Ivoire qui a apporté la collaboration de tous les milieux du cinéma et qui l'a fait avec joie. Nous avons gardé un très bon souvenir de cette formidable collaboration. Les équipes étaient mixtes : Français et Africains. Nous avons essayé d'apprendre le métier aux techniciens africains, en même temps que nous réalisions le film.

Les Africains ont vraiment fait preuve d'une gentillesse, d'une avidité de savoir et de participer. Le budget, quoique cher, (500 millions) ne nous permettait pas des conditions de vie luxueuses. Or, nous tournions à 100 km de toute grande ville. Normalement, nous aurions dû dormir dans un mauvais hôtel mal climatisé. Ce sont les techniciens africains qui ont refusé que nous logions dans cet hôtel, et eux-mêmes faisaient matin et soir 100 km dans un vieux car sur des pistes pour aller dormir à Abidjan et pour nous laisser le bon hôtel. Lorsque nous leur exprimions notre reconnaissance, ils nous répondaient : «C'est très dur, mais c'est notre pays, à nous d'en supporter les conséquences». Malgré ces difficultés, ils n'étaient jamais en retard. Le tournage s'est passé dans la bonne humeur. L'administration à tous les niveaux, nous a aidés et nous a permis de réunir des figurants. Le film est le résultat de l'aide de tous ces gens.

Q : Et la censure ?

— R : La censure ne s'est pas faite au niveau où on l'attendait pour un film qui montre les exactions de la France dans «ses» colonies.

Nous avons eu tous les concours possibles : une avance du CNC (Centre national du cinéma), de FR3, une avance de la SFP (Société française de production). Mais le problème s'est en fait posé au moment de la distribution. Quand ce moment est venu, on m'a dit que mon film était bien , mais qu'il y avait peu de gens qui tenaient à l'exploiter en salle. On a refusé de lui faire de la publicité alors que pour certains films, le budget publicitaire est égal au budget de la réalisation.

Résultat : le film a été distribué et programmé dans des salles secondaires. Cette censure là est la plus dangereuse. Parce qu'au début, on vous encourage à mettre de l'argent et des forces dans un film pour limiter ensuite sa diffusion, une fois le film terminé !

Q : Que comptez-vous faire ?

— R : J'ai l'espoir de continuer à faire des films sur des sujets brûlants, sur un ton populaire, pas pour une élite, mais pour le grand public que je respecte.

Je ne veux pas employer le ton de la calçonnade, mais celui de la satire.

Je veux parler de problèmes contemporains, sociopolitiques, avec ironie, sur le ton de la comédie, dans son sens le meilleur. Il y a en ce moment deux cinémas : celui qui méprise le public, cinéma pour initiés, avec plein de sous-entendus très fins, réservé à quelques initiés, les autres spectateurs étant jugés ininteressants. Ou bien le cinéma vulgaire, qui présente aux spectateurs des caleconnades. Je veux faire autre chose.

Propos recueillis par Léon Cladel

Qui a peur du pont de Cassandra?

Des coups de feu claquent, un homme s'effondre, des verres sont brisés. Un homme s'enfuit en courant.

Cet homme, c'est un «terroriste». Avec son complice, il tentait de placer une bombe dans les locaux de l'Organisation mondiale de la santé à Genève.

C'est l'alerte générale, il faut retrouver cet homme. Au cours de la poursuite, dans le laboratoire de l'OMS des bocaux ont volé en éclat. Dans ces bocaux, se trouvent une bactérie très dangereuse qui donne la peste pulmonaire. Il s'agit d'un microbe mis au point par le Pentagone «en prévision» d'une guerre bactériologique et dissimulé à l'OMS à Genève. Qui pourrait se douter qu'à l'organisme de la santé de l'ONU, chargé de lutter contre les fléaux microbiens à l'échelle mondiale, on préparait la guerre bactériologique ?

La catastrophe

Tout le monde est mobilisé pour retrouver le terroriste, passager clandestin du train. Il risque de contaminer le train entier. La course folle commence : course contre le temps, contre le train, contre l'épidémie qui se propage pour imposer la quarantaine aux passagers.

Foules en furie

Bien sûr, comme dans les films de ce genre, le phénomène est nouveau et personne ne le maitrise. Seul un officier US de l'OMS est au courant de l'existence du microbe et de sa destination ! Cela explique la panique qui gagne les passagers du train. Les passagers sont enfermés dans le train qui file à toute allure. Ils ont des réactions apeurées, individualistes. Seul un héros va se lever : le Docteur Chamberlain. Il va soigner les malades, isoler les morts, les évacuer, s'opposera à ce que le train s'engage sur le pont de Cassandra trop fragile et menaçant l'effondrement. Il ira même jusqu'à provoquer une mutinerie contre les soldats qui gardent le train. Les passagers sont présentés comme une masse passive qui a besoin d'un chef qui, lui, a tout compris.

La technique superstar

On fait tout pour en mettre plein la vue au spectateur : la foire aux gadgets. Ça va des tableaux lumineux dont se sert l'officier américain qui télécommande à distance, aux tenues d'extraterrestres des flics qui gardent le train, en passant par les lumières clignotantes qui créent une impression de fin du monde. Sans parler du vieux pont de Cassandra, filmé sous toutes les coutures, au moment où il s'écroule et où les rails se disloquent.

La tension

Les mutins arriveront-ils à arrêter le train avant que le pont ne s'écroule ?

L'officier américain cédera-t-il aux injonctions des mutins ? Chamberlain réussira-t-il dans sa tentative d'explosion pour séparer le convoi en deux parties ? On peut dire que tous les ingrédients sont là pour créer le suspense.

Qui est responsable ?

Mais tout ça, c'est la faute à qui ? On ne le saura jamais. On sait que le train doit être mis en quarataine à tout prix, et qu'il doit passer sur un pont désaffecté et dangereux même si cela coûte la vie des passagers. L'officier américain qui apparait comme responsable, n'est présenté à la fin que comme un maillon d'une administration tentaculaire et toute-puissante.

Le film vise à donner aux travailleurs une impression d'impuissance à masquer les causes de l'exploitation. L'administration a tout pouvoir, la vie humaine a peu de prix. Il y aurait des dangers qui pèsent sur nos têtes : un bocal brisé, c'est l'épidémie mondiale, un fou qui appuie sur un bouton et c'est l'explosion . Le film suggère : *«surtout, ne bougez pas, ne touchez à rien».*

Léon CLADEL

LE CINEMA DES PERIODES DE CRISE

Les films catastrophes : King-Kong en 1930 aux USA, Godzilla au Japon après la bombe d'Hiroshima les Dents de la mer, Duel, la Tour infernale maintenant : tous sont apparus en période de crise économique grave.

Ces films essaient de transposer à un autre niveau l'inquiétude des travailleurs surexploités ou jetés au chômage. Pour cela, ils prennent pour sujet un danger contre lequel l'homme est impuissant : «Phé*nomènes naturels, tremblement de terre, ou bien singe* géant, King-Kong, etc. Cela pour démobiliser les travailleurs, faire croire qu'aucun changement n'est possible, que tout le monde est à la merci d'un phénomène incontrôlable.

Tous les procédés de ces films sont réunis dans un pastiche intitulé : «Le bus en folie», film qui malgré des aspects très criticables comme les caleçonnades et les femmes vues sous l'angle de la majorette, montre l'envers du décor et désamorce les procédés avec humour.

Agriculture et biologie en Chine

COCCINELLES CONTRE PARASITES

Les Chinois poursuivent depuis des années un travail de recherche pour la prévention et le contrôle des maladies des plantes et des insectes qui leur sont nuisibles. Ces recherches qui se font au moyen de méthodes biologiques et bactériennes, se développent rapidement.



Des récoltes abondantes grâce à la prévention et au contrôle biologique effectués par les masses.

Réduire la pollution

En 1976, la superficie consacrée à cette fin avait atteint 3 466 000 ha soit 41 fois celle de 1972. C'est en 1972, que ce travail a été entrepris de façon planifiée. Ces méthodes sont efficaces, peu coûteuses, peu dangereuses, dans la pratique et réduiront la pollution de l'environnement. Elles sont fort appréciées par les masses populaires.

Les ennemis naturels

Les pesticides chimiques, par quoi les remplacer ? Par les insectes. Tout simplement. Les ennemis naturels des insectes nuisibles aux plantes, pullulent. Parmi eux, on compte la guêpe parasite, la petite guêpe dorée, de petites guêpes à abdomen plat, la coccinelle, l'hémerobe, etc. Ces insectes utiles, peuvent détruire des insectes nuisibles aux céréales, au coton et aux plantes à huile. Les diverses localités du pays les utilisent aujourd'hui.

Dans la province du Liaoning, la superficie consacrée à l'utilisation de la guêpe parasite contre les térébrants * du maïs a atteint l'année dernière 340 000 ha, soit 5 fois plus celle de 1975.

Le district de Lieouhe, province du Kirin, élève depuis ces cinq dernières années, la guêpe parasite sur de larges étendues.

Récupération

Le nombre moyen de térébrants comptés par 100 tiges de maïs est ainsi passé de 166 à 34 ce qui se traduit pas 4 500 tonnes de maïs par an. Dans le Hou nan, on emploie la coccinelle contre les Aphis* sur une surface qui occupe 50 % de la superficie cotonnière de la province. Dans certaines de ces régions, on a stoppé pratiquement les ravages des aphis dès la première période de croissance du coton, économisant par là beaucoup d'insecticides.

La prévention et le contrôle des insectes nuisibles et des maladies des plantes par des méthodes bactériennes se développent également en Chine rurale. On emploie le botrytis bassiana (champignon), et un bacille qui tue les térébrants du maïs, et des antibiotiques contre certaines maladies des plantes.

Dans les provinces du Liaoning, du Kirin et du Heilongkiang, dans le nord-est de la Chine, la superficie consacrée à l'emploi du botrytis bassiana a atteint 470 000 ha, et l'efficacité du traitement reste stable à 80 % environ. Cette mesure a assuré une augmentation de la production de 150 à 300 kg par ha.

L'affaire des masses

Des mouvements de masse ont été déclenchés, dans les diverses localités de Chine pour mener à bien les activités de prévention et de contrôle biologique et bactérien. Les groupes d'expérimentation scientifique agronomique des communes populaires et des brigades de production les considèrent comme leur première tâche.

Des districts des communes populaires et des brigades de production ont leurs propres usines pour produire des antibiotiques du cru. Les départements d'Etat intéressés, chargés de la recherche agronomique envoient souvent des techniciens pour diriger ce travail à la base.

Quelle différence avec la France ! Chaque année, les petits paysans sont obligés d'employer des produits de plus en plus toxiques et de plus en plus chers. Péchiney Rhône-Poulenc s'engraissent tandis que les petits paysans s'endettent. De plus, l'équilibre naturel se détériore par la disparition d'éléments indispensables comme les insectes — ce qui entraine la disparition des oiseaux qui les mangent. En Chine, c'est le socialisme. Le profit n'est plus la logique de la société.

Léon CLADEL

* Insecte térébrant : insecte nuisible qui perce, qui pratique des ouvertures.

*Aphis : pratique des ouvertures, ; genre de puceron.

FEU sur S.A.S!

SAS (Son Altesse Sérénissime) est un barbouze sécrété par l'impérialisme et les deux superpuissances pour échafauder des complots et combattre les mouvements de libération. Il se définit comme un aristocrate : «Malko-linge-prince-autrichien» qui travaille pour retaper son chateau.

Ce héros n'est pas un ouvrier qui lutte pour une société nouvelle mais un aristocrate ruiné, vestige du passé qui se bat désespérément pour soutenir la superpuissance US et la CIA.

Une barbouze de la CIA

SAS lutte bien sûr contre le KGB mais ses principales cibles sont les peuples en lutte et les pays socialistes.

Il évolue dans un milieu de barbouzes, de mercenaires et de tueurs. Un monde de toc, un milieu de parasites. L'auteur emploie des procédés simples : on boit du «Cognac de Lagrange» de la «Vodka lime». On ne boit pas du Whiskie mais du «J and B», on ne débouche pas du Champagne, mais du «Don Pérignon». On ne parle pas de montre mais de Seiko à quartz, à croire que De Villiers fait aussi de la publicité.

Tout ça pour faire croire au lecteur qu'on lui permet de pénétrer dans un monde raffiné d'aristocrates.

Un monde de parasites, oui ! On veut nous faire croire que la lutte des peuples est suspendue aux coucheries de pseudo espionnes palestiniennes ou cambodgiennes avec SAS, l'agent de la CIA.

SAS égale SS

Un agent de la CIA au Cambodge est ainsi présenté : «Méprisant sans se cacher les jeunes diplomés de Harvard qui encombraient maintenant les bureaux de la CIA. Quand il avait commencé dans le renseignement, on apprenait à découper une tête au coupe-coupe avant de savoir rédiger un rapport.»

SAS, c'est aussi le support de violentes campagnes anticommunistes : «Ce qu'il y a de meilleur chez les communistes, c'est le foie.», dit un soldat de Lon-nol dans un de ces «livres».

L'apologie du nazisme et des superpuissances

Dans un roman dont l'action se situe à Zanzibar, on trouve : «Pour une fois, les désirs de la CIA rejoignait la morale humaine». Comme tous les tenants de l'impérialisme, il essaie de diviser les peuples du tiers monde entre eux. «Les Indous n'étaient pas des foudres de guerre. Mkele les traitait avec la sauvagerie lucide des nazis envers les Juifs.»

Un génocide ça s'appelle de «la sauvagerie lucide». Les chefs d'État du tiers monde sont qualifiés ainsi : «Ce type est un nouvel Hitler en pire», et il poursuit : «Le meilleur moyen de se débarasser de ce gars, ce serait d'emprunter un B 52 au Vietnam».

On voit tout de suite à quoi se réfère l'auteur. Des calomnies antichinoises, il faut s'attendre à en trouver. «Les Chinois ont absolument besoin d'une base sûre pour leur marine et pour suivre les essais de leurs IBCM». Le racisme et le mépris de la femme constamment décrite sous les traits de prostituées de luxe ou d'espionne sont présents à toutes les pages.

Ces livres sont très dangereux, il faut les dénoncer vigoureusement. Ils apparaissent en période de crise au moment ou les valeurs fascistes et impérialistes que défend De Villier sont de plus en plus menacées par les luttes des peuples du monde.

DE VILLIERS : UN HOMME DANGEREUX





8 millions de volumes vendus chaque année. Deux livres écrits chaque mois. Un chiffre d'affaires de 8 milliards de francs. 36 % du marché du livre de divertissement en France. Chaque titre de sa collection est tiré au départ à 55 000 exemplaires. Plus de 25 millions d'exemplaires sont déjà vendus' Depuis trois ans, SAS production publie une série américaine «L'Exécuteur», qui tire à 250 000 exemplaires par titre et qui prend la 3e place des best-sellers après San Antonio.

«Brigade mondaine» c'est le nom de la 3e série qu'il dirige. Comme on le voit, cet homme est puissant et dangereux. Il aime se présenter à l'image de son «héros» ou plutôt de son barbouze : playboy plein de fric méprisant pour le peuple, insultant pour les femmes qu'il considère comme des paillassons, hostile aussi pour les peuples du tiers monde.

Les lecteurs ont la parole

(suite de la page 2)

seulement tient compte de tous ceux qui lui écrivent, même s'il ne peut leur répondre, mais garde un esprit ouvert vis à vis des idées qui lui sont exprimées.»

Un autre élément important qui devient de plus en plus fréquent et dont il nous faut encourager le développement: la constitution de groupes de lecteurs qui, collectivement, procèdent à des bilans réguliers du bimensuel.

Un groupe de postiers des Yvelines

qui veut contribuer à «en faire une arme acérée au service de la classe ouvrière et de notre peuple» et nous écrit les résultats d'une première réunion. Là encore les critiques sont riches: pour deux lecteurs «le bi-mensuel serait un peu trop routinier dans la dénonciation du social-impérialisme (...) Il faut frapper juste et fort, et surtout au bon moment. Savoir bien jouer avec l'actualité.» Les mêmes camarades proposent de «consacrer des articles sur la construction du socialisme en Chine et en Albanie à partir d'exemples très concrets: dans une usine, etc»

Nous nous efforcerons en effet de faire en sorte que le bimensuel ne soit pas «un quotidien bis - avec du retard», mais que partant d'une vue générale sur une lutte, il aide à en tirer des leçons plus profondes que ne permet pas toujours une description au jour le jour.

Nos amis nous proposent aussi un programme ambitieux et un éventail de sujets très vaste qui exigent de notre part un plan de travail sans doute plus rigoureux. Nous y travaillerons et nous le proposerons aux lecteurs. Il nous a semblé particuliérement important de nous atteler à l'historique du mouvement communiste international «car il existe beaucoup de livres traitant de ce sujet mais il faut reconnaître qu'ils ne traitent que d'une partie et que nous manquons d'une vision globale».



De même pour les problèmes d'économie politique Mais plutôt que d'écrire un cours complet, qui prendrait beaucoup de place et risquerait de s'ajouter à la liste des ouvrages existants, nous pensons plutôt revenir sur des notions de base indispensables: plus-value, baisse tendancielle du taux de profit, monnaie-marchandise, etc.

Dans cet «immense travail d'éducation», le développement du courrier revêt une fois encore une importance capitale.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

ABONNEMENTS A L'HUMANITÉ ROUGE

QUOTIDIEN

	Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F

QUOTIDIEN AVEC SUPPLEMENT BIMENSUEL

1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F

DEMANDE DE CONTACT

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité Rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom ....

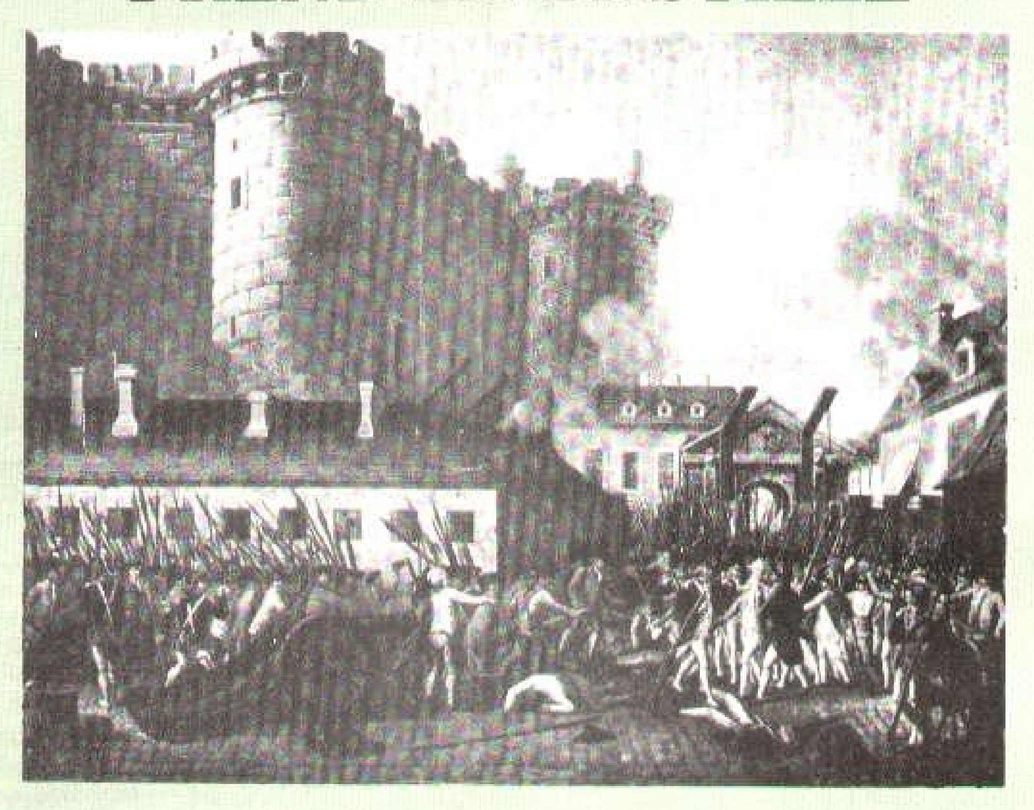
Prénom ....

Adresse ....

Signature ....

14 juillet 1789 :

LE PEUPLE EN ARMES PREND LA BASTILLE



Depuis trois jours, ils sont descendus des faubourgs St-Antoine, St-Jacques et St-Martin, les ouvriers qui gagnent 20 sous par jour, juste assez pour acheter le pain quotidien, les petis artisans qui vivotent grâce aux longues journées de travail, les femmes qui font la queue depuis six mois devant les boulangeries vidées par les accapareurs et la Cour, les enfants pieds-nus qui apprennent dans la rue.

La colère du peuple

Ils sont descendus des faubourgs, ceux que les bourgeois des États généraux appellent «la populace» dont ils veulent se servir contre le roi et aussitôt utilisée, remise dans sa boite comme une marionnette !

Mais depuis le temps que le peuple de Paris a attendu et espéré la fin de ses misères et de ses souffrances, il veut des actes et non des belles paroles, car il y en a eu depuis deux mois.

Le roi tergiverse, finasse, et attend en entourant Paris de troupes mercenaires. Le 12 juillet, il a fait massacrer le peuple qui manifestait aux Tuileries et il laisse planer des menaces de massacre général.

Les bourgeois de Paris, en hâte, constituent la Garde nationale, réservée aux bourgeois, à ceux qui peuvent payer l'équipement, tout autant tournée contre les excès royaux que contre le peuple dont ils ordonnent le désarmement.

Une force autonome naissante

Mais le peuple de Paris qui a tant attendu et qui est vigilant face aux complots royaux, exige l'armement général du peuple. Il cherche les armes que la bourgeoisie ne veut pas lui donner : les armuriers sont pillés, on racle les caves pour le salpêtre, on forge des piques.

Mais des armes il y en a : aux Invalides ! Et à la Bastille ! Là, devant cette forteresse plantée en plein Paris, le peuple met ses canons en batterie, se lance à l'assaut des murailles et fait capituler le représentant royal ! Ainsi, pour la première fois dans son histoire, le peuple en armes s'empara d'une forteresse , symbole aux yeux de tous de la répression et de l'arbitraire monarchique, symbole de la société féodale.

C'est le peuple en armes qui s'est emparé de la Bastille et non les bourgeois qui ont fait de cet acte révolutionnaire le symbole de la république des bourgeois et des banquiers.

En s'emparant de cette forteresse, le peuple revendiquait le droit de s'occuper de la politique, le droit de participer totalement à la lutte contre la monarchie, le droit de lutte comme force indépendante pour ses aspirations.

Nicole LEBOIS